Prof. Dr. Malgorzata Szylko-Skoczny

Vice-doyenne à la Faculté de journalisme et des sciences de politiques à l'Université de Varsovie
Institut pour l'ordre social de travail

Domaines d'intérêt:

La politique et le droit social, surtout la politique de l'emploi et le chômage

Dans les années 80 séjour d'étude en République fédérale d'Allemagne (RFA); Le résultat – (la soutenance) de ma thèse en partie "Chômage comme la question sociale. Les problèmes sociaux et juridiques en RFA."
Depuis 1991 – recherches concernant le chômage comme la question sociale en Pologne et dans les autres pays de l'Europe Centrale et Orientale. Les publications les plus importantes: "Chômage dans les marchés locaux de l'emploi en Pologne", "Aide sociale dans l'opinion publique", rapport pour ILO sur le chômage des jeunes en Pologne et dans les autres pays de l'Europe Centrale et Orientale.

## Prof. Dr. hab Malgorzata Szylko-Skoczny

# Chômage – source des tensions dans la société. Un exemple représenté en prespective de l'Europe Orientale

### 1. Chômage comme la question sociale

L'introduction de l'économie de marché causait en Pologne que le chômage ouvert, comme un élément essentiel de notre système socio-économique, devenait visible. La première moitié des années 90 est caractérisée dans notre pays par la vite croissance du chômage.
Sur l'ordre de IAO les collaborateurs de l'Institut pour la politique sociale à l'Université de Varsovie et moi, nous avons réalisé des recherches qui se sont rapportées au chômage entre les jeunes dans les pays choisis de l'Europe Centrale et Orientale (République Tchèque, Pologne, Russie, Ukraine, Hongrie) et qui ont indiqué une relation évidente entre le degré de transformation avancée et le chômage. Dans la première moitié des années 90 le chômage devenait en Pologne, où la thérapeutique de choc causait une augmentation d'avalanche, avant tout une question sociale et économique. En Tchèquie, l'augmentation des chômeurs était freignée aux frais des salaires et au niveau de vie plus mal. Le caractère d' évolution et les conditions économiques spécifiques (les grandes possibilitées dans le domaine de tourisme, l'agriculture, migration) aidait Hongrie à terir le chômage sous 10%. Selen l'opinion des experts la restructuralisation de l'économie en Russie et en Ukraine n'a pas encore commencé et les employeurs de l'Etat gardent les hauts postes dont la plupart est ineffectifs (le chômage couvert / caché)1.

Dynamisme, ampleur et structure du chômage aussi comme ses conséquences négatives qui agitent toujours plus fort pas seulement sur les frappés et leurs familles mais aussi sur la société, confirment la thèse que le chômage en Pologne, dans les années 90, devenait une nouvelle question sociale. On doit ajouter que le manque durable de travail devient un élément qui a l' influence décisive sur la satisfaction des besoins importants sociaux dans les différents domaines de la vie. Le chômage amène à l'augmentation de tels problèmes comme la pauvreté, la formation, la santé etc. Une conséquence directe de chômage est l'extension des apparitions des pathologies sociales, approfondissement de la précarité sociale, l'augmentation de sentiment du danger social de l'homme, de la famille, de certains groupes sociaux comme de toute la société. Dans les années 90, le chômage en Pologne devenait la souce de grandes tensiones sociales.

## 2 Marques spécifiques de chômage en Pologne

Pour obtenir la réponse à la question " En quoi se distingue le chômage en Polgne de celui de l'Europe Occidentale?" on doit diriger notre attention; à mon avis, vers quelques aspects fodamentaux.

Avant tout, il y a en Pologne des sources différentes de chômage. Le chômage est principalement le résultat d'une crise économique et socio-économique et aussi le prix que la société devait payer pour sa transformation de l'économie dirigée (planifié) centrale à l'économie de marché. Toute compte fait, la structure antécédente d'emploi se reflète dans la structure de notre chômage. Des entreprises étatiques en faillite étaient les premières qui amènent le chômage.

La perte de travail menace tous les employés de différents groupes de profession, indépendant du sexe, de l'âge, des qualifications, de la productivité de travail etc. Il y a, à la vérité, les groupes où le risque de chômage est plus grand, comme p. ex. paysans, femmes, jeunes, personnes sans qualification cependant le chômage chez nous ne peut pas être lié avec certains, surtout les groupes marginaux défavorisés ou sociaux. La grande ampleur et le dynamisme aussi comme la structure de chômage, avant tout les grandes diversités régionales, doivent être nommées comme des marques spécifiques de chômage en Pologne.

## 3 Ampleur, dynamisme et structure du chômage en Pologne

Le dynamisme énorme de chômage au début des années 90 n'a pas surpris non seulement les administrations, qui sont responsables pour la politique de l'emploi, mais encore toute la société qui n'était pas prête à la situation nouvelle sur le marché de l'emploi. La vite montée de nombre de chômage cause, à la fin de l'année 1990, que ca. 1.126 mille hommes et en 1991 2.156 mille hommes se retrouvent au chômage. Dans les années 1992-1993 la situatoin macro-économique s'est améliorée et l'augmentation qui a atteint son point culminant en 1993 avec ses 3 millions des chômeurs, a lentement diminuée. En 1994 le chômage enrégistré n'a plus augmenté

et il a commencé à baisser. En décembre 1997 1.826 mille chômeurs étaient enregistrés en Pologne (cf grille 1).

La situation améliorée au marché du travail et la diminution de l'ampleur de chômage dans les années 1994-97 étaient liées avec la forte reprise économique et l'augmentation des emplois. Le nombre des offres de l'emploi que les employeurs formulent la demande à l'Office du travail a monté dans les années 1993-94 de 528.000 à 804.000 et en 1997 à 916.000 (de cela 662.000 venait de secteur privé). On doit accentuer que le secteur privé, depuis la moitié des années 90, est caractérisée en Pologne par les possibilités de l'emploi plus grandes que de secteur public. En même temps, le secteur privé cause le chômage dans l'ampleur la plus haute ce qui prouve de la moindre stabilité des emplois qui s'y naissent.

Grille 1

Chômage enregistré en Pologne dans les années 1990-97 (situation à la fin de l'année)

| Jahr | Personnes en mille | Etat de chômage (en %) |
|---|---|---|
| 1990 | 1126 | 6,1 |
| 1991 | 2156 | 11,4 |
| 1992 | 2509 | 13,6 |
| 1993 | 2890 | 15,7 |
| 1994 | 2838 | 16,0 |
| 1995 | 2628 | 14,9 |
| 1996 | 2359 | 13,6 |
| 1997 | 1826 | 10,5 |

Source: les indications statistiques d'après l'Office national du travail

Les grandes diversités régionales devraient étaient nommées comme la marque caractéristique de chômage en Pologne. La situation de chômage compris comme le pourcentage de groupe de population qui exerce une activité professionnelle, varie dans certaines grandes agglomérations entre 3-5% (p.ex. en décembre 1997 en voïvodie Varsovie - 2,8%, voïvodie Cracovie - 4,3%, voïvodie Posen - 3,6%) et 20% partculièrement dans les régions menacées (p.ex. en décembre 1997 en voïvodie

Suwalki - 21,2%, voïvodie Slupsk - 20,9%, voïvodie Koszalin - 19,9%, voïvodie Elblag - 19,5%).

Les diversités régionales de chômage sont liées avant tout avec la position géographique, la structure socio-économique, le degré de l'urbanisation et le développement de l'infrastructure sociale, typique pour le marché de l'emploi local, mais aussi avec la situation démographique spécifique (p.ex. beaucoup de jeunes), la culture, les traditions etc. Les régions avec le chômage le plus grand sont les voïvodies agricoles au Nord et à l'Est, mais aussi les voïvodies avec la monoculture industrielle comme p.ex. la voïvodie Walbrzych. Dans cette région nous sommes les témoignes du chômage durable continu.

Les autres marques de notre chômage sont: plus considérable pourcentage des jeunes enregistrés ( jeunes sous 24 ans sont en 30,7% sans travail), des personnes sans formation professionnelle (seulement 34 % ont la formation primaire, 38,4 % la formation spécialisée), des femmes (60 %), des chômeurs de grande durée (plus que 800.000 sont plus que 12 mois sans travail) et des personnes qui n'ont aucun droit à l'allocation de chômage (44 %).

Dans la moitié des années 90, un nouveau phénomène dans les grandes dimensions devenait visible en Pologne, le fait de retour du chômage, c.-à-d. la régistration renouvelée de chômage. En 1994, on a enregistré 43 % de les chômeurs nouveaux qui ont perdu leur travail de nouveau.

Un des plus grands problèmes en Pologne qui est en rapport avec le chômage, est, que le niveau et la structure des mains-d' uvre ne sont pas adaptés aux besoins du marché du travail. Le système de formation qui était jusqu'à présent, n'est pas adapté à la situation nouvelle au marché du travail et devenait une barrière sérieuse pour la mobilité des capacités de travail.

Le manque de la mobilité (régionale et professionnelle) est d'ailleurs une des barrières fondamentales dans l'activation de marché du travail en Pologne. Cela n'est pas conditioné seulement par le facteur économique et le manque de logements mais aussi par la conscience que l'Etat a formé pendant les decennies. Le réglement de droit, caractéristique pour l'économie centralisée (législtion de travail, avant tout le Droit du travail de l'année 1974) dans le domaine de l'emploi et avant tout la fixation au lieu de travail et la préférance des punitions disciplinaires et de la contrainte a causé que les employés n'ont pas appris la mobilité.

## 4. Conséquences sociales de chômage

Le chômage ne suscite pas, chez les chômeurs et les familles, seulement de différentes conséquences négatives sociales (materielles et psychosociales) mais encore chez certains groupes sociaux comme dans la société.

Le chômage durable mène aux conséquences négatives que l'homme et la famille éprouvent dans le domaine économique auusi bien que dans le domaine social. Il mène toujours, même si les chômeurs touchent de l'allocation de chômage,à un mal niveau de la vie, à l'apparition de sentiment de se sentir désavantagé, à la frustration, il fait avancer l'isolation sociale, il mène à la perte de la qualification professionnelle, il aggrave l'état de santé, il atteint à l'augmentation des conflits sociaux et le comportement pathologique.

Aux plus souvent façons de comportement pathologique qui est en rapport avec le chômage appartient en Pologne: l'alcoolisme, l'hooliganisme et le vol, auusi les vols des aliments dans les magasins (les enfants) et les snacks.

Le chômage en masse mène à la dégradation essentielle du niveau de la vie pour tous les groupes locaux. Cela résulte que l'appauvrisation, de toujours plus grand nombre de la population de la façon d'avalanche qui aggrandit dans le domaine des devoirs des municipalités face à ceux qui ne peuvent pas satisfaire leurs besoins fondamentaux. En même temps, le domaine social des entreprises dans les années 90, en Pologne, qui a servi pour la plupart des groupes locaux était supprimé (p.ex. l'infrastructure dans le domaine des logements, la protection de la santé, de la formation, de la culture, du sport et des loisirs.) Face à ce manque des hommes, qui ne sont pas de bonne volonté, qui ne se chargent pas,en vain, de beaucoup d'ojects de l'infrastructure sociale, ont perdu les membres de beaucoup de communes bien plus que seulement leurs emplois.

Les conséquences de chômage en masse portent aussi les ouvriers comme le groupe social. La position des employés envers leurs employeurs s'aggrave et la protection juridique se réduit distincte.

Les employeurs dictent dans l'apparence de chômage en masse les conditions au marché du travail, violent les prescriptions de sécurité du droitde travail et obligent des employés à la renonciation volontaires des droits qui leur appartient (p.ex. le congé).

Les employeurs profitent des lacunes dans le réglement de loi et de l'absence des barres, c'est aussi pourquoi les droits du travail ne sont pas ensuite respectés de les employés, leurs-mêmes. L'arbitraire des employeurs s'effectue même dans l'inconnaissance ou dans le nonrespect des règles du droit. Aux plus souvent violations du Droit de travail on compte en Pologne entre autres: l'embauchage sans contrat de travail, aucune Sécurité sociale, les commissions accordées au lieu de signer les contrats de travail, les heures de travail prolongées, les travaux accomplis sans appréciation pécuniare, réduction des salaires, compensation, indemnité et nonrespect des renvois des employés en groupe.2

A ces circonstances du chômage en masse, un nouveau conflit social se produit entre les employés et les chômeurs à côté du conflit entre le capital et le travail. Ce conflit est à l'issue de différents intérêts de tous les deux groupes et de la concurrence réciproque au marché du travail.

Toute la société éprouve les conséquences négatives du chômage toujours plus clairement. Cela est lié avec de hautes charges sociales, la prise d'impôts et les primes de l'assurence limitées, le mauvais système en fontion des charges sociales, l'extension des pathologies sociales, l'augmentation des tensions et des conflits qui sont une menace pour la paix sociale.

L'équipe des collaborateurs dirigé de moi-même de l'Institut pour la politique sociale à l'Université Varsovie tient depuis le début des années 90 les recherches émpiriques sous ce point du vue: Chômage comme le problème social.3 Le laps de temps de plusieures années aide à constater des changements qui accompagnent ce phénomène. Nos recherches ont montrés que les conséquences négatives et sociales du chômage sont visiblement renforcées, avant tout parce que le nombre du chômage de longue durée agrandit aux beaucoup de marchés du travail locaux. En 1993 était en Pologne un important problème social visible qui est né en raison d'un changement eesentiel dans le règlement de loi dans l'allocation de chômage (renforcement des exigences à l'allocation chômage, raccourcissement de paiement): la privation des exigences à l'allocation chômage pour les groupes plus grands. En même temps, dans la moitié des années 90, la culmination de chômage dans les familles approfondit, aussi comme le phénomène de chômage.

## 5. Chômage comme le facteur de dégradation économique de la famille

Les recherches de notre équipe ont pu prouver la thèse que le chômage cause une vite dégradation économique de l'individu de famille, multiplie la pauvreté et répand la zone de la pauvreté. La conséquence directe de chômage de longue durée est la naissance de la misère nouvelle, c.-à-d. de la pauperisation des familles qui auparavant pouvaient se débrouiller seules dans le domaine du contentement leurs besoins fondamentaux.

D'après les indications de la statistique des chômeurs le nombre des groupes de personnes vivants sous la frontière de la pauvreté est monté de 4 % à 40 % (en 1991). Le chômage de longue durée et la perte de l'aide les chômeurs de l'Office de travail ont causé une autre dégradation économique de la famille qui est atteinte de manque de l'emploi. Parmi les bénéficaires de l'aide sociale au chômage qui étaient examinés de notre équipe en avril 1993, 3/4 des interrogés ont constaté que le niveau de la vie de leurs familles a baissé sous le minimum social. Plus moins de ménages - ca. 44% - se trouvaient au milieu de la pauvreté, l'année dernière. En même temps, 91% interrogés étaient persuadés que leur pauvreté restera une situation durable et approfondira encore plus (schéma 1).

Dans les familles des bénéficiares de l'aide sociale au chômage se réalise la cumulation des effets financiers et sociaux de manque de l'emploi. Le niveau de la vie

de la famille est principalement estimé sous le point de vue de revenu qui est nécessaire pour la satisfaction des besoins fondamentaux dans la vie quotidienne. Les moyens financiers manquants pour la garantie de l'existence stable ne doivent pas cependant être synonymes avec le misère immédiat. Mais cela signale le commencement du processus économique de dégradation de la famille. Plus longue est la durée de chômage, plus intensif sera ce processus. La situation matérielle des chômeurs de longue durée est dans une grande mesure dépendante de leur standard de la vie pendant la durée de l'emploi, mais avant tout de la possession des biens, des épargnes et des dettes. Très important est aussi le degré, d'où le processus de déclin commence.

LE SCHÈMA 1

EVALUATION DE LA SITUATION MATERIELLE

D'IL Y A UN AN A PRESENT

1-totalement satisfaisant
2-nous sommes obligés à restreindre nos besoins
3-nous sommes obligés à restreindre nos besoins d'une très grande partie
4-cela ne suffit que pour la nourriture etles vêtements
5-cela ne suffit que pour la nourriture peu coûteuse
6-cela ne suffit ni pour les vêtements ni pour la nourriture

Spécialement dramatique est la situation matérielle dans les familles des chômeurs de longues durée qu'on compte depuis longtemps entre les bénéficiares de l'aide sociale (moindre revenu, famille nombreuse, handicap physique, maladies). Le manque de l'emploi a à la vérité, la situation matérielle de la famille aggravé, mais cela n'était aucune raison directe pour l'inscription au bureau de l'aide sociale. Nos recherches ont prouvé que seulement ca. 5,6% des bénéficaires de l'aide sociale au chômage ont avant 1991, officiellement demandé l'aide, 15% sont arrivés au bureau de l'aide sociale en 1991 et 80% dans les années 1992 et 1993, généralement par la suite de perte de l'aide des chômeurs.

L'ancienne pauvreté qui était uniquement approfondit comme la conséquence de chômage en Pologne, reste par conséquent relativement dans les dimensions reistreintes.

La durée de chômage prolongeante est un facteur fondamental de la naissance d'un nouveau milieu défavorisé. Ici appartient avant tout les familles qui ont jusqu'à ce temps-là le petit revenu et vivaient en modestie, néanmoins elles se sont débrouillées seules sans demander l'aide sociale. Au nouveau milieu défavorisé qui est lié avec le chômage, s'ajoutent encore les familles dont le niveau de la vie était rélativement haut pendant la durée de l'emploi, qui possèdent encore toujours quelques biens de l'utilité

continue (logements de haut standard, appareils de ménage - 25-30% des ménages examinées). La pauvreté n'est pas encore visible dans le milieu direct de ces familles; en premier lieu elle est liée avec le revenu manquant qui est indispensable pour la satisfaction des besoins fondamentaux.

Les difficultés financières mènent à la restriction de la consommation dans les familles au chômge. L'analyse du comportement de la consommation prouve que les épargnes les plus strictes sont saisit dans telles familles où la cumulation de chômage apparaît. Les chômeurs de longue durée ont signalé qu'ils ont non seulement renoncé aux vacances (99%), à la presse (83%), aux livres (98%), au divertissement culturel (98%) mais ils ont encore limité les dépenses pour la nourriture (92%), les vêtements (98%), le gaz et l'éléctricité et les voyages (92%). Plus que la moitié des bénéficaires de l'aide sociale au chômage examinés ont payé irrégulierement le bail et reçu le prêt. Les déclarations des interrogés sur le manque qui est spéciellement fort éprouvé de leur part prouvent de la situation financière dramatique des chômeurs de longue durée et les difficultés du contentement de leurs besoins fondamentaux. Avant tout c'est le manque des: chaussures (75%), vêtements de tous les jours (37%), habilles d'extérieur (33%), vêtements d'hiver (15%), linge (9%). Parmi les aliments qui étaient nommés que les interrogés acheteraient quand ils auraient de 30 Zloty4 en plus, en premeier lieu se trouvaient fruits et jus (56%), saucisson (54 %) et viande (32%).

La nécessité de limiter les dépenses pour la nourriture, a eu pour la conséquence l'apparition de sous-alimentation et même se la faim dans beaucoup de familles. Le problème de l'indigence extrême et des enfants affamés est en plupart des cas dans les familles où le chômage est lié avec la famille nombreuse, les maladies de longue durée, le handicap physique, l'apparition des pathologies sociales p.ex. l'alcoolisme. Spéciallement dramatique est la situation dans les familles des anciens collaborateurs des entreprises nationales qui sont, face à la situation de chômage, totalement perplexes.

## 6 Augmentation de l'isolement sociale et des conflits familiers

Grâce aux recherches qui étaient réalisés dans la période de quelques années, les changements dans le domaine psychosocial pouvaient être reconnus comme la conséquence de chômage. En 1991 ces conséquences ont apparu dans les plus petites dimensions qu'on a supposé. L'apparition de l'isolement sociale des chômeurs n'existait pas, l'ambiance familière paisible prédominait (70-80%), et les conflits familiers avaient des dimensions relativement limitées. Mais déjà à cette époque-là ca. 44% des chômeurs examinés ont ressenti le manque de travail comme une catastrophe de la vie.

L'extension du laps de temps de chômage cause l'augmentation de ces conséquences psychosociales négatives. En avril 1993 même 85% des chômeurs de longue durée ont ressenti le manque de travail comme la catastrophe de la vie (schèma 2).

LE SCHEMA 2

CHOMAGE COMME LA CATASTROPHE DE LA VIE

ville \ campagne \ universitaire

primaire \ apprentissage \ lycée professionel \ lycée BAC

DOMICILE

FORMATION

En premier lieu les interrogés ont nommé comme les raisons de cette prise de position la situation matérielle (le niveau de la vie en train de baisser), mais en même temps ils ont éprouvé le stress de plus en plus fort, de conscience manquante de leur propre valeur, leur utilité, peur pour l'avenir, perte de la sécurité sociale. Un sur deux sentait douleureux la perte de sa position d'à présent dans le milieu local, l'amoindrissement de sa propre utilité dans la famille et avait aussi peur d'isolement sociale (schèma 3).

SCHEMA 3

ISOLEMENT SOCIALE DES CHOMEURS

Depuis que je suis le chômeur, j'ai le sentiment
que les autres se sont détournés de moi.
Les conflits se produisent plus souvent.
Je me sens inutile envres ma famille.

Les chômeurs se demandent souvent: pourquoi justement moi? En 1991 ce problème a touché 38% des interrogés que nous avons examinés. En 1993 60% des chômeurs de longue durée ont ajouté qu'ils ont réfléchi sur les raisons de leur chômage. La comparaison des résultats des recherches de différentes années laisse reconnaître que l'extension de la période de chômage mène à l'augmentation des groupes de personnes dont le contact avec le milieu professionel manque (de 30% à 42%).

L'élimination de l'individu de milieu de travail (professionel), dans le processus qui se déroule comme la formation et la consolidation du sentiment de conscience de sa propre valeur et utilité , retirent le stress et la frustration. À long terme, le dérangement durable des méchanismes de rétablissement de la structure de l'espérence de vie et d'emploi contribue à la dégradation sociale de l'individu.

La dégradation de conscience de la propre valeur des chômeurs de longue durée est lié avec la tension familiale montante. Plus que la moitié des examinés (58%) ont ajouté que le nombre des conflits a agrandit dans leur famille. Les conflits arrivent plus souvent dans les familles de la ville que dans les familles à la campagne. C'est au moins la moitié des chômeurs de tout l'âge qui a signalé ce phénomène. La détérioration de l'ambiance domestique est liée avec l'approfondissement du sentiment de solitude parmi les chômeurs de longue durée. La plupart des interrogés a ressenti la restrainte de soutien et d'approbation du côté des plus proches membres de la famille. Cette apparition de l'indifférence concerne plutôt selon les membres de familles au chômage, les familles habitantes dans les villes.

Naturellement, la dégradation économique, l'intensité des conflits, le dérangement de réalisation de rôle social de l'individu et l'augmentation d'isolement social des chômeurs mènent au dérangement de la réalisation des fonctions fondamentales de la famille. La famille qui au moment où le chômage a apparu, est regardée comme le groupe social qui accorde à l'individu l'aide, le sentiment de l'appartenance, de l'utilité et de la sécurité perd beaucoup de ces fonctions proportionnellement à l'extension de la durée de chômage. Le chômage durable mène ensuite à l'intensivité du processus de la desintegration et la décadence da la famille. Les conséquences sociales négatives s'accumulent dans les familles sans travail.

La dégradation des familles comme le résultat de chômage durable peut apparaître pour le processus de l'évolution de la génération des jeunes comme très dangereuse. L'augmentation des dangers pour les enfantes et les jeunes est liée avec le dérangement de la réalisation des fonctions économiques, sociales et éducatives de la famille. Les difficultés pécuniaires et la réduction de la consommation dans de différents domaines de la vie aggravent les conditions de l'existence, l'état de la santé, les chances dans la formation et la réduction de possibilités dans l'avancement social. L'héritage de chômage et le moindre status social des parents menacent par conséquent les enfantes.

## 7 Lutte contre le chômage comme le défi pour l'individu et la société

La lutte contre le chômage était en Pologne comme le défi pour l'individu et les familles qui en sont frappées aussi que pour toute la société.
Tous doivent apprendre à vivre dans le danger de chômage, ils doivent savoir comment on doit bouger au marché de travail, comment il faut chercher l'emploi de la manière active, ils doivent faire la connaissance des facteurs qui font réussir leurs chances individuelles pour l'emploi. De plus en plus les jeunes commencent à l'estimation de leurs propres qualifications. Ils ont pris conscience que la mobilité professionnelle et dans l'espace est le facteur essentiel qui augmente des chances pour trouver le travail.

La famille joue un rôle importante qui encourage les efforts de l'individu pour trouver le travail et qui est valable comme son soutien face au chômage. L'augmentation de la responsabilité de l'individu et de la famille pour son propre destin ne veut pas dire le dégagement de l'Etat de l'assurence sociale pour eux.

Très importante est aussi l'activité de l'Etat dans le domaine sociale de la prévention de chômage qui sert à la restriction des dimensions et des conséquences sociales de ce phénomène. Les recherches étatiques dans le domaine social du combat contre le chômage s'effectuent par la politique sociale. Leur recherches se concentrent principalement sur le problème de la protection des salariés de la perte de travail entre autres par la protection juridique des renvois individuels et des renvois des groupes. Le deuxième niveau de l'influence est la protection de l'existence de l'individu et de la famille qui sont touchées par le manque de travail. Comme le troisième niveau des activités des instruments de la politique sociale est la création de rendement de l'emploi et de l'aide dans le temps quand on cherche le travail. Les expériences des années dernières ont indiqué que les devoirs de la politique sociale en Pologne ne sont pas suffisamment réalisés dans aucun de ces trois niveaux nommés au-dessus.

Les termes juridiques pour les activités étatiques dans le domaine social du combat contre le chômage sont le Droit de travail et le Loi du 14.12.1994 concernants l'emploi et la protection devant le chômage. Dans les années 90, commence le processus de l'adaptation du Droit de travail aux conditions de l'économie de marché. En même temps la législation en Pologne a dans le domaine de la politique de marché du travail (passive et active) en tout cas un caractère passager et instable. La vision de but fait toujours défaut et les changements fréquents causent la restriction de l'assurence sociale et juridique.

Le système des prestations sociales créé en Pologne qui doit accorder à l'individu et à la famille qui se trouvent sans travail une assurence sociale ne se réalise pas, particulièrement dans le cas de chômage de longue durée. La prouve pour cela est la zone de la pauvreté qui agrandit à grâce de chômage.

Les activités de l'Etat et des autres devraient augmenter quant au rendement de l'aide pour l'individu et la famille pour savoir s'adapter au chômage, en premier lieu à la restiction des conflits qui mènent à la desintégration et la décadence de la famille. Très importantes sont aussi les activités de prevention qui aident à l'acquisition du sentiment de l'utilité, à la restriction de l'isolement social et à la création des chances avant tout pour les jeunes, à l'encouragement de la personnalité et de la capacité et la participation à la vie culturelle.

1 "Situation des jeunes au marché de travail dans les pays choisis de l'Europe Centrale et Orientale". Rapport sur les recherches pour IAO sous la direction de M. Szylko-Skoczny, Institut pour la politique sociale à l'Université de Varsovie, ILO, Varsovie 1998.

2 Politique sociale comme la conscience sociale. Rapport d'une enquête sous la direction de M. Szylko-Skoczny , Varsovie 1995.

3 Les conséquences sociales de chômage dans les dimensions locales. Rapport des recherches empiriques sous la direction de M. Szylko-Skoczny. Friedrich Ebert Stiftung (Fondation). Varsovie 1992; L'aide sociale face au chômage. Rapport des recherches sous la direction de M. Szylko-Skoczny, Friedrich Ebert Stiftung et l'Office National de Travail, Varsovie 1993.

4 Environ 15 DM (mark allemand)

3bratisla (Réconciliation. Tensions sociales en Europe. La réponse de l'Eglise)

## Responsabilité et rôle des Eglises

Devant les tensions sociales, les églises ont une responsabilité, un rôle *parce que* l'Eglise est « sacrement, signe et moyen de l'union des hommes avec Dieu comme de l'unité de toute le genre humain » (Lumen gentium 1). Elle *est* tout cela en elle-même mais elle doit aussi agir *selon ce qu'elle est*. L'Eglise est chargée de pacifier et réconcilier, disait encore le Concile Vatican II en 1965, comme Dieu « réconcilie les hommes à lui-même ». Elle est fondamentalement imitatrice de Dieu. « Elle préfigure et promeut la paix universelle » (Lumen gentium 13). « Sa propre réalité manifeste au monde qu'une véritable union sociale visible découle de l'union des esprits et des coeurs » (GS 42): en quelque vie sociale que ce soit, il ne suffit donc jamais de procédures pragmatiques ou de mesures contraignantes...

N'étant pas liée à des formes particulières de culture, d'organistion politique ou sociale, l'Eglise est, encore, capable « d'être un lien entre les différentes communautés humaines » (GS 42).

L'Eglise ainsi, par elle-même *réunit* ceux que la vie sociale divise. Elle doit les conduire à dialoguer, à rechercher des solutions ensemble. Le problème le plus grave de notre temps est que beaucoup de ceux qui trouvent, dans la vie économique et sociale, un travail satisfaisant et un revenu satisfaisant, souvent *ne se soucient guère*, sauf à s'émouvoir quelques instants, du sort de ceux qui ne parviennent pas, eux, à trouver un travail et un revenu direct suffisant, ceux que le système exclut en somme -c'est-à-dire que nous nous excluons les uns les autres

en n'entreprenant pas ensemble de vraies solutions au bénéfice de tous. Il y a tous «ceux qui vivent en pratique comme s'ils n'avaient cure des solidarités sociales », disait Vatican II (GS 30).

**L'Eglise secoue, doit secouer une facile résignation**

On se donne souvent bonne conscience en se disant qu'il est dangereux de mettre en cause - déséquilibrer- des fonctionnements... à certains égards satisfaisants. Or il est vrai que nombre de fonctionnements économiques et sociaux actuels sont satisfaisants en ce qu'ils assurent une production élevée. Mais c'est avoir une vue bien courte de la satisfaction sociale que de négliger une conséquence comme la multiplication du chômage durable, l'exclusion pratique de tant d'hommes de la coopération sociale, même si des ressources suffisantes sont assurées de manière supplétives par la société. De la même façon, le pape Jean-Paul II faisait remarquer dans *Centesimus annus* qu'une entreprise peut sembler bien aller en ce sens qu'elle fait un profit -elle n'est pas « dans le rouge »-, elle peut aller simultanément très mal quant à la satisfaction de ceux qui vivent et coopèrent en elle quotidiennement.

La justice, d'autre part, est condition de la charité, tel est l'autre aspect à souligner ici. Elle est toujours le premier pas de la charité, et, selon les plus vieilles formules de la tradition chrétienne, il n'y a pas de paix non plus sans justice. La justice, d'autre part, concerne des niveaux de vie matérielle mais plus encore la possibilité offerte à tout homme de contribuer à la vie sociale commune, à sa propre vie sociale: la possibilité de faire un apport personnel, de n'être pas considéré comme inutile, bon au rebut.

Tant en raison de l'accroissement du nombre des personnes au-dessous des seuils de pauvreté qu'en raison du chômage, on ne peut pas dire qu'un avenir de justice sociale soit actuellement assuré en Europe, en dépit de la richesse dont déborde une grande partie du continent et en dépit d'une histoire -en partie interrompue- de mesures sociales avancées.

**L'initiative dans la réconciliation.**

La réconciliation peut avoir un caractère rigoureusement bilatéral là où les diverses parties se maltraitent réciproquement l'une l'autre, la lésion de droit initiale ayant été recouverte par la vengeance exercée en représaille et le processus de la violence mutuelle se poursuivant de façon indéfinie. Dans la mesure où les parties sont inégalement cause de la situation de tension ou de violence, une initiative de travailler au rétablisssement de la justice est exigée particulièrement de la partie quelle qu'elle soit qui *profite* en tout cas de la situation et est davantage capable d'entreprendre sa modification. Dans nos tensions sociales, c'est généralement la partie dirigeante, ou la partie propriétaire.

Dans les cas où personne n'est très visiblement la cause, il n'est pas moins nécessaire que ceux qui en ont le plus le moyen entreprennent la modification d'une situation objectivement injuste pour beaucoup.

**Moyens de l'Eglise.**

L'Eglise? L'Eglise, elle, est généralement de ceux qui ne sont pas visiblement cause directe des maux sociaux contemporains. Sauf à être responsable de maintes omissions par la mollesse de son intervention et de sa prédication auprès de ceux qui s'en rendent coupables et

ceci n'est pas sans importance.Mais elle a dans tous les cas de grands moyens d'intervenir. Elle jouit en effet d'une grande crédibilité auprès d'un grand nombre. Elle est apte à faire valoir une solidarité qui est antécédente aux situations particulières: solidarité d'origine même des hommes, tous fils de Dieu, solidarité, de plus, par la fraternité d'hommes tous frères de ce même homme exceptionnel, Jésus, frères entre eux par là. Si tout cela n'est pas des paroles seulement, l'Eglise *doit* être formidablement active et présente.

L'Eglise de fait parle: elle dénonce, elle recommande. Pratiquement personne ne l'a fait avec autant de continuité qu'elle depuis plus d'un siècle. Est-elle écoutée, dira-t-on? Elle a du moins inspiré des mouvement d'opinion et d'action considérables, sous le nom de catholicisme social. Sa parole est parfois rejetée, considérée comme importune, ou bien comme archaïque, en tout cas elle est souvent dérangeante, tant d'intérêts sont en jeu, tant de passions interviennent, mais même alors, elle a été dite, laisse une trace dans les sociétés - ainsi quand Pie XI dénonça la concurrence effrenée au temps de la Grande crise économique ou quand Paul VI dénonça le commerce apparemment libéral, en fait violemment inégal, entre pays en voie de développement et pays développés.. D même, quand une Eglise, l'Eglise de France en l'occurrence il y a deux ans, dit « L'écart social n'est pas une fatalité », elle en empêche un certain nombre de baisser les bras.

Je voudrais noter qu'elle est presque seule aujourd'hui à obliger à aller au fond du problème de la propriété. A dire: il est des propriétés illégitimes... Cela concerne les latifundia, grands domaines terriens, inexploités, gardés en réserve, ou simplement mal exploités, selon un récent document du Conseil pontifical Justice et Paix. Mais cela va au-dela aussi. Il ne faut pas oublier les paroles de Jean-Paul II dans *Centesimus annus* en 1991: « La propriété... est juste et légitime si elle permet un travail utile, elle devient au contraire illégitime quand elle

n'est pas valorisée (on revient à la question du latifundium) ou quand elle sert à empêcher le travail d'autrui, pour obtenir un gain qui ne provient pas du développement d'ensemble du travail et de la richesse sociale mais plutôt de leur limitation, de l'exploitation illicite, de la spéculation et de la rupture de la solidarité dans le monde du travail. Ce type de propriété n'a aucune justification et constitue un abus devant Dieu et devant les hommes ». Lit-on des applications de ceci dans nos lois? Ne tait-on pas assez généralement le problème, quitte à intervenir après coup par quelques mesures de sauvetage ou de réparation dans les cas où le système provoque trop de misère? Le problème est en vérité qu'une société où le capital demeure sous le contrôle de peu de personnes tandis que le grand nombre ne dispose que de son travail est constamment menacée de profonde inégalité et, facilement, de division sociale. Il y en a eu des formes diverses dans l'histoire des derniers siècles, il y en a encore aujourd'hui.

Là sont évidemment des questions de solution difficile, exigeant beaucoup de réflexion. Ce n'est pas dans ce domaine que s'inscrivent les actions les plus immédiates de réconciliation ou de réduction des tensions sociles, néanmoins nous sommes inconscients de nos responsabilités, nous négligeons nos solidarités si nous n'acceptons pas de collaborer de toutes les manières possibles à la recherche de solutions à ce problème central. Les Eglises, et leurs membres, sont en fait invitées à agir dans le long terme en même temps que dans le court terme.

**Dans le court terme**

Dans le court terme il y a essentiellement le chômage. Une double exigence. Accélérer le déplacement du travail en direction des activités guère automatisables suseptibles de répondre

aux besoins de service de la personne à la personne qui peuvent se développer désormais du fait de l'assez grande satisfaction des besoins qui s'adressent à des produits matériels. Comment l'accélerer? En faisant prendre conscience, d'abord, de leurs besoins aux personnes mêmes qui semblent avoir ces besoins mais ne les font pas encore valoir par une demande économiquement visible, en se disant prêtes à payer et à bien payer. Comment y parvenir? Par la voie de mesures éducatives, par l'action sur l'opinion, évidemment. Mais il faut souvent une communication plus personnelle pour le changement des mentalités, principalement lorsqu'il s'agit de personnes d'un âge relativement avancé: là des associations diverses, agissant de manière capillaire pour le changement des mentalités, sont très importantes.

Il convient ensuite, en partie par la voie associative, en partie par la voie de la création d'un nouveau type d'entreprises, de travailler à offrir les services en question. Et bien entendu à préparer des jeunes par une formation appropriée à rendre ces services de façon compétente. Dans le domaine éducatif, au-dela particulièrement du seul domaine scolaire (mais le domaine scolaire lui-même est susceptible de considérable extension pour être vraiment efficace); semblablement dans le domaine du soin de la santé, dans celui des autres formes de culture, de l'art, de la communication, etc... Nous pouvons bien dire que nous ne savons pas encore toutes les formes que peut et doit prendre ce type d'activité de la personne à l'endroit de la personne dans l'avenir.

Il faut observer qu'en ces domaines, les autorités sociales sont actuellement timides, parce que souvent dépendantes d'approbations de toutes sortes, dépendantes en particulier d'électeurs: et les intérêts acquis, corporatifs dit-on parfois, rendent difficile l'accueil des nouvelles perspectives. Les églises sont capables de plus de liberté, et doivent aussi être plus sensibles à la responsabilité. Il est ainsi très important qu'elles ouvrent des voies, avec

hardiesse, en ces matières. Qu'elles proclament d'abord la certitude que c'est en de telles directions que va se déplacer le travail, puis l'obligation, en conséquence, de favoriser ce développement pour que le plus grand nombre d'hommes possible aient aujourd'hui encore part au travail social, facteur essentiel de personnalisation et de socialisation à la fois.

Le partage du travail de type traditionnel, ensuite, n'est peut-être qu'un moyen transitoire d'assurer à tous cette participation à la vie sociale par le travail, en attendant le développement des formes nouvelles, mais c'est une obligation actuelle, s'il est vrai que le travail est un facteur essentiel de constitution de la personne humaine, l'homme se forme en étant formé par la résistance des choses sentie dans le travail -non pas exclusivement par là mais généralement en très grande part par là.

Le partage du travail, faut-il ajouter, ne doit pas être confondu avec toute mesure de réduction du temps de travail, qui n'entraîne pas forcément de nouvel emploi -quand elle est compensée par exemple par une équivalente augmentation de la productivité, ceci ayant beaucoup de chance de se produire si on promet qu'il n'y aura en tout cas aucun partage corrélatif de revenu. Il faut favoriser un partage du travail pour lui-même, *y compris* avec partage de revenu... Sans nuire assurément au volet plus substantiel du programme pour aujourd'hui qui doit être la facilitation du déplacement en direction des activités de service.

**Il y a des prises de position de moindre autorité, mais pas moins nécessaires**

En entrant dans ce détail programmatique, dans lequel nul n'a évidemment les paroles de la vie éternelle, ou une parole... infaillible, on déborde la seule dénonciation des maux, on propose une action positive. A ses risques et périls assurément. Mais l'Eglise a l'obligation de

déborder effectivement la seule dénonciation. On a bien précisé ces dernières années qu'elle parle avec moindre autorité quand elle s'engage sur les terrains très concrets, dépassant la sphère des principes. Les évêques américains, les évêques français, le pape Jean-Paul II lui-même ont dit ceci ces dernières années de diverses manières. Mais il ne faudrait pas du tout conclure que l'Eglise n'a pas à parler ainsi en bien des cas avec moindre autorité, dans un domaine donc plus contingent. Elle a à le faire, même si c'est en effet vec moindre autorité, dans le but d'entraîner les hommes, de montrer un chemin. L'exemple de la proposition et recommandation courageuse a une grande valeur.

Et l'exemple tout court de ceux qui *mettent en oeuvre* des propositions, qui essaient véritablement sur le terrain, a plus de valeur encore que l'exemple que constitue la parole de proposition. L'Eglise a donc la responsabilité, le devoir, d'intervenir par des déclarations, des explications, des exposés des fondements théologiques mêmes, mais l'Eglise intervient mieux encore, plus complètement, par ses membres laïcs appliquant et inventant, développant concrètement les solutions... Ensemble avec des non-chrétiens d'ailleurs, en beaucoup de cas, car il faut présupposer que les recommandations que peut faire l'Eglise sont susceptibles d'apparaître pleinement justifiées et exigées à des non-chrétiens aussi. Une des tâches du laïc chrétien est ainsi de convaincre premièrement son ami non-chrétien, qui ne devient pas pour autant directement chrétien.

**L'intervention oécuménique.**

L'intervention oécuménique, au plan de la parole ( un *gemeinsames Wort*) comme au plan de l'action, de l'expérience tentée, etc..., a pour la même raison une grande valeur. Elle signifie que des hommes de groupes, de confessions différentes, se rencontrent et s'accordent,

partagent les mêmes convictions, les mêmes propositions. Quelle force? Non seulement il faut se réjouir quand on voit des exemples comme l'an dernier le *gemeinsames Wort* de l'Eglise évangélique d'Allemagne et de l'Eglise catholique d'Allemagne sur la question du travail et de l'emploi. Mais il faut poser en principe que cela n'est pas affaire de libre option, ou même de mieux seulement, mais de nécessité, d'obligation. Le Concile Vatican II disait, bien au-dela de l'oécuménisme mais au sujet des croyants et des athées mêmes: « Tous les hommes, croyants et incroyants, *doivent* s'appliquer [ensemble] à la juste construction de ce monde dans lequel ils vivent ensemble ». Les évêques français ont, semble-t-il, dit un jour que les catholiques ne doivent pas faire séparément des protestants et des orthodoxes tout ce qu'ils peuvent faire avec eux: bref, ils n'ont pas le choix de, mais doivent tout simplement collaborer au lieu d'agir séparément, dès qu'il s'agit de quelque chose où leurs différences provisoirement non résolues ne leur interdisent pas l'action commune. L'intervention commune dans les matières qui nous préoccupent ici, au sujet des grandes tensions sociales existantes, ne devrait donc plus être seulement une chance de temps en temps saisie, mais *la règle*, la forme normale de parole et d'action.

**Plus loin... Christ dans le pauvre, le prisonnier, l'homme nu au bord du chemin.**

La conclusion principale de l'examen auquel je viens ainsi de me livrer, c'est que nous pouvons et devons aller bien plus loin que nous n'allons. Que notre question n'est pas une question où nous savons déjà tout ce qu'il faut faire... Il y a à s'interroger beaucoup. Il y a beaucoup à apprendre. Surtout pratiquement, par l'action, l'expérience, la mise en oeuvre. Rien de pire que de donner ici aussi l'impression, selon une expression très fameuse et très fausse, que « l'histoire est terminée ». Elle *commence*, nous suggère plutôt l'Evangile de

l'unité du genre humain, l'Evangile de la soif de justice, l'Evangile du Christ présent dans l'exclu, le chômeur, l'étranger à réintégrer, dans le pauvre à secourir. Quelle trahison qu'une certaine satisfaction aujourd'hui en tout cela!

# Dr. Luttgard Derschmidt, Salzbourg
# Responsabilités et activités des laïcs en vue de répondre à leur vocation et à leur mission spécifique dans l'Eglise et dans le monde (Vatican II, Christifideles laici)

Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, je tiens à vous remercier très sincèrement pour votre invitation à m'exprimer ici, en tant que laïque tout à fait ordinaire, au Forum européen des comités nationaux de laïcs, placé sous le grand thème de la réconciliation, de la mission et des activités des laïcs, en vue de répondre à leur vocation et à leur mission spécifique dans l'Eglise et dans le monde.

Je viens d'Autriche, je suis mariée depuis 32 ans et nous avons trois enfants adultes. J'ai fait des études d'histoire, mais du point de vue professionnel, je travaille actuellement dans la formation pour adultes. Je consacre une grande part de mon temps et de mon énergie à mon activité bénévole dans l'Action Catholique, au sein de laquelle j'occupe des fonctions de direction à la fois dans mon diocèse et au niveau national en Autriche. Je m'engage car je suis convaincue que cette Eglise est indispensable pour le monde et pour les gens, et car je pense qu'à l'avenir, elle ne pourra répondre à ses missions que si elle est structurée, formée et portée par des chrétiennes et des chrétiens convaincus, nourris de l'intérieur et enthousiasmés, et car je suis en outre convaincue qu'en tant que laïque, en tant que femme tout à fait ordinaire, c'est ce à quoi je suis appelée.

Et là je suis au beau milieu de mon sujet. Et pour le reprendre avec les termes de Christifideles laici, la lettre apostolique de notre pape Jean-Paul II au sujet de la vocation et de la mission des laïcs dans l'Eglise et dans le monde, formulant cette aspiration au 3e chapitre de l'introduction, il faut « que les laïcs perçoivent l'appel du Christ à travailler dans son vignoble, à prendre part à la mission de l'Eglise en cette heure déterminante et dramatique, au seuil du troisième millénaire : de manière vivante, responsable et volontaire. De nouvelles situations au niveau de l'Eglise, de la société, de l'économie, de la politique et de la culture, appellent aujourd'hui, avec une intensité particulière, l'engagement des laïcs », et plus loin, on peut lire « Personne n'a le droit de rester inactif » (Christifideles laici, Introduction 3). Aujourd'hui donc, nous les laïcs, hommes et femmes, nous avons un rôle important et indispensable à tenir afin que l'Eglise soit à la hauteur de sa mission, à notre époque.
Le théologien suisse Kurt Koch, aujourd'hui évêque de Bâle, écrit dans son opuscule « Eglise des laïcs », Fribourg 1991, page 13, « ... qu'aujourd'hui dans l'Eglise, l'heure des laïcs a sonné, ou bien que la dernière heure de l'Eglise est extrêmement proche. »

Comment peut-on en venir à une telle déclaration ? Aujourd'hui, il n'y a plus d'Eglise protégée socialement dans laquelle chacun doit trouver sa place et bien se comporter s'il ne veut pas devenir un marginal. Aujourd'hui, il y a de plus en plus souvent soit des chrétiens convaincus et déterminés, soit plus du tout. Ce n'est plus la pression sociale ou la contrainte qui assure la cohésion de l'Eglise, mais la libre décision de vouloir faire partie de cette Eglise et de pouvoir s'identifier volontairement à celle-ci.

Pour le vignoble du Seigneur (pour en rester à l'image que le Pape emploie dans Christifideles laici), il est néanmoins important que de très nombreuses personnes dotées de capacités distinctes fassent leur travail dans les différentes missions et aux différents endroits du vignoble, et ce en toute responsabilité et autonomie, afin que le vignoble puisse croître et prospérer. Cependant, la disponibilité à s'engager croît parallèlement à la possibilité de prendre part, de créer, de codéterminer. Ce besoin de prendre part que ressent l'être humain d'aujourd'hui, le pape Jean-Paul II y voit clairement, dans Christifideles laici, un signe positif du temps. « L'être humain n'est pas une "chose", pas un "objet" susceptible d'être utilisé, mais toujours un "sujet" doté de conscience et de liberté. » (5)

Le Concile Vatican II a formulé très résolument que les laïcs « ont, dans l'Eglise et le monde, leur propre rôle à jouer dans la mission de tout le peuple de Dieu », et ce en prenant part d'eux-mêmes à la fonction sacerdotale et prophétique du Christ et non pas par délégation ecclésiastique (Décret sur l'apostolat des laïcs, articles 2 et 3).

Et dans cette expression « l'Eglise et le monde », c'est toute la palette des missions concrètes des laïcs qui est explicitée, c'est-à-dire « le devoir et le droit » non seulement de placer l'Eglise dans le monde, mais également de placer le monde dans l'Eglise, pour ainsi dire créer, dans un double service au monde, de par leur propre personne mais également de par leur travail, des liens et des voies de communication entre les deux.

Car nous qui vivons dans les différents milieux, dans différentes situations de vie, nous avons, dans les éléments concernant les accomplissements concrets de la vie, une compétence que les prêtres ne peuvent acquérir que de seconde main. Le fait d'être concerné et d'être proche donne la possibilité de vivre des expériences concrètes et souvent difficiles. C'est donc avant tout aux laïcs de cette Eglise de reconnaître les signes du temps, de les nommer et de les saisir, de recoudre la séparation néfaste entre la vie et la foi, et de faire prendre conscience que le service au monde et le service spirituel sont, de par leur nature profonde, étroitement liés, signifient en quelque sorte la même chose et qu'il n'y a pas de distinction à faire entre le clergé et les laïcs.

Car d'une part, personne ne peut agir dans le monde, de manière émancipée et responsable, sur la base de sa foi, si, dans les questions de la foi, qui constituent la racine de sa vie et de son action, il est irraisonnable, dépendant et pas vraiment décidé ; d'autre part, tous les chrétiens vivent dans ce monde, qu'ils soient le clergé ou les laïcs ; mais en outre, ils sont tous engagés à une autre réalité.

Dans la Bible et dans l'Eglise primitive, il n'y a pas de différence entre le clergé et les laïcs, uniquement entre les chrétiens et les non-chrétiens. Car à l'origine, le terme biblique « Iaos » ne désignait pas le peuple ordinaire, mais le peuple de Dieu. Le peuple élu par Dieu et qui se distingue des peuples païens.

Dans le peuple de Dieu, cependant, il « n'y a donc pas de différence entre les Juifs et les non-Juifs, entre les esclaves et les hommes libres, entre les hommes et les femmes ; vous êtes tous un dans l'union avec Jésus-Christ » (Gal. 3, 26-28). Saint Augustin formule ce tronc commun d'origine de toutes les chrétiennes et de tous les chrétiens dans leurs fonctions de base de laïcs de la manière suivante : « Avec vous je suis chrétien, pour vous je suis évêque. »

Au cours de l'histoire de l'Eglise, le rapport du clergé et des laïcs s'est modifié. L'égalité d'origine de toutes les chrétiennes et de tous les chrétiens, issue de la vocation à partir à la suite du grand prêtre Jésus-Christ, s'est donc de facto de plus en plus perdue.

Avec ce qu'on a appelé le tournant constantin du IVe siècle, par lequel le christianisme est devenu religion d'Etat, il s'est produit un aiguillage radical. Il s'est développé un christianisme populaire, la décision personnelle de l'individu n'était plus sollicitée, on naissait dans l'Eglise. La préservation de la foi est devenue de plus en plus la responsabilité de « virtuoses religieux », des officiels.

Je n'ai pas l'intention maintenant de présenter ce développement plus en détail. Cependant, je voudrais citer un texte. Il s'agit d'un extrait de l'encyclique « Vehementer » du pape Pie X, datée de 1911 ; on peut y lire : « Seule l'assemblée des bergers a le droit et l'autorité de diriger. La masse n'a d'autre droit que de se faire gouverner, d'être un troupeau obéissant qui suit son berger. »

Les textes du Concile Vatican II parlent une autre langue. Car aujourd'hui, en dépit du baptême des enfants, c'est de nouveau un christianisme de la décision qui est demandé. Et la nécessité pour les laïcs de prendre part à l'Eglise s'illustre de mille manières et se désigne concrètement.

C'est ainsi que l'on peut lire dans Gaudium et spes, 43 : « Chez beaucoup de personnes, la dissociation entre la foi et la vie quotidienne fait partie des graves égarements de notre temps. » C'est justement la levée de cette dissociation qui constitue, pour nous laïcs chrétiens et chrétiennes, une mission particulière, en apportant dans l'Eglise les nécessités quotidiennes, les contraintes et les circonstances dans lesquelles vivent les gens aujourd'hui.

Nous devons appeler par leur nom les difficultés dans les relations, les souffrances des divorcés, les problèmes et les difficultés de bien des gens, prendre la parole pour ceux qui ont cessé de parler et qui n'attendent plus rien de cette Eglise. Nous savons, car nous le vivons au jour le jour, qu'il n'y a pas de « monde parfait », qu'il ne peut pas y en avoir, même du point de vue théologique ! Nous devons aborder la réalité des relations avant le mariage, avec tous les problèmes, mais également avec les efforts honnêtes et le sérieux des jeunes. Nous devons parler de l'échec, mais également du nouveau bonheur et du nouvel amour des remariés, qui le vivent eux-mêmes, bien souvent, comme l'amour de Dieu, et pour lequel l'Eglise croit devoir refuser la bénédiction de Dieu. Ce sont aussi des tensions qui demandent une réconciliation. Nous devons apporter et mettre en avant dans l'Eglise la langue que parlent et comprennent les gens, de même que la réalité souvent brutale, mais également la beauté et les joies de la vie quotidienne.

A juste titre, l'Eglise sait qu'elle est appelée à des idéaux élevés, et que dans l'intérêt des personnes, elle doit sans cesse les désigner et les mettre en avant, mais justement sous forme d'idéaux et d'objectifs. Cependant, nous devons toujours expliquer que l'Eglise ne doit pas placer la barre si haut que l'on puisse aisément se permettre de passer à travers. Qu'il ne peut s'agir d'augmenter le stress dont tant de personnes souffrent tellement déjà. Nous devons sans cesse demander la miséricorde de Dieu à une Eglise qui est l'outil et le signe du salut dans un monde qui est de moins en moins miséricordieux, de plus en plus froid et de plus en plus dur. Et si aujourd'hui nous devons reconnaître et prendre au sérieux, dans de nombreux secteurs, des signes alarmants, nous devons également apprendre à lire et à comprendre plus intensément les signes du temps, en y voyant des signes de l'action de Dieu dans le monde d'aujourd'hui. Car Dieu est le maître de l'histoire, et la peur d'une force du Mal qui parviendrait à prendre le monde en sa possession, est une peur non chrétienne et non croyante. Un ange déchu ne pourra jamais vraiment menacer son maître. Et un monde créé par un Dieu plein de bonté ne peut pas être d'un bout à l'autre mauvais et sombre. N'est-il pas plein de Sa sainteté ? Nous, les laïcs, nous devons réunir le monde et l'Eglise, et nous devons travailler à la capacité de notre Eglise à « vivre au monde ».

Soyons clairs : je ne voudrais pas prétendre qu'il n'y a pas de nombreux prêtres qui reconnaissent les réalités de la vie, prennent au sérieux ces tensions et en souffrent beaucoup. Mais plus ils montent haut dans l'échelle de la hiérarchie ecclésiastique, plus ils perdent souvent leur réalisme. Et bon nombre d'évêques et de hauts dignitaires de l'Eglise me donnent l'impression de se sentir beaucoup plus en devoir par rapport à Rome que par rapport aux gens de leur diocèse. Et que pour en rester à Luc 5, 1-11 (il s'agit du passage de la pêche miraculeuse avec la mission donnée à Pierre de pêcher des hommes), ils n'aiment pas, tout simplement, les poissons normaux que l'on trouve aujourd'hui. Que bon nombre de pêcheurs préfèrent mille fois mieux se retirer dans leur « club » et s'occuper de poissons particuliers que l'on ne trouve que dans certains aquariums. Ils refusent les poissons tout à fait ordinaires que l'on trouve dans le flux général. Et il leur arrive même de refuser les bateaux à ceux qui acceptent les poissons tels qu'ils sont aujourd'hui ! Là également, les différences d'opinions se font à la fois sentir parmi le clergé et parmi les laïcs, et je ne veux en aucun cas parler d'une opposition entre prêtres et laïcs, encore moins établir et renforcer une telle opposition, lorsque mon propos est d'évoquer la mission des laïcs.

Je sais que parfois, ce n'est vraiment pas facile, et que bien souvent il faut de l'espoir contre l'espoir (spes contra spem), ou bien comme le dit l'ancien évêque du Tyrol, Reinhold Stecher, un « amour malgré tout ». Car l'Eglise est de plus en plus étroite, de plus en plus de gens se sentent exclus et n'y trouvent pas de place, tels qu'ils sont et tels qu'ils vivent. Mais une Eglise semblable à une forteresse à laquelle seule une petite poignée d'individus, une élite, aurait accès, ne serait certainement pas à la hauteur de la mission que lui a confiée le Christ. Et c'est là que je crois reconnaître une mission tout à fait spécifique pour nous les laïcs, qui est de travailler à ce que l'Eglise d'aujourd'hui soit efficace, accueillante et ouverte, et où la réalité de vie des gens d'aujourd'hui trouve sa place.

A propos de cet « amour malgré tout » évoqué ci-dessus de Reinhold Stecher, Kurt Koch écrit dans son opuscule « Eglise des laïcs ? » : « Un tel "amour malgré tout" pour l'Eglise, qui à l'heure actuelle doit constituer un commandement impérieux de la foi, se reconnaît essentiellement dans le fait qu'il ne se contente jamais de ce qui, aujourd'hui, de toute évidence, relie le plus profondément ce qu'on appelle les "conservateurs" et ce qu'on appelle les

"progressistes", c'est-à-dire la tendance dangereuse à assimiler l'Eglise catholique à la direction de l'Eglise ou à quelques-uns de ses représentants, voire même d'identifier l'Eglise avec la fonction. Car il n'y a absolument aucune différence lorsque d'un côté, comme chez bon nombre de "traditionalistes", on cultive une dépendance exagérée par rapport à la fonction ecclésiastique, ou bien, lorsque de l'autre côté, comme on le rencontre souvent chez ce qu'on appelle les "catholiques progressistes", on pratique une fixation analogue sur la fonction, par la critique et la protestation. Ces deux types de comportement dominants dans le paysage ecclésiastique actuel aboutissent ou plus exactement reviennent au même : à l'image de l'Eglise antérieure au Concile Vatican II. »

Ce n'est pas un travail facile que de trouver une meilleure manière de se parler, une manière plus conciliante, car des deux côtés il y a une conviction honnête. Mais si nous nous rappelons que l'Eglise n'appartient ni aux dignitaires ni aux différents groupements de laïcs, mais à Dieu seul, peut-être pourra-t-on répondre plus aisément aux différents problèmes.

Aujourd'hui encore, la pluralité est indispensable pour l'Eglise, et le peuple pèlerin de Dieu est en marche à des vitesses différentes, souvent avec des chaussures très différentes et un équipement différent. C'est notre rôle, à nous les laïcs, de faire en sorte que toutes ces différences puissent trouver leur place dans l'Eglise, car nous connaissons et nous vivons la pluralité du monde d'aujourd'hui. Et c'est notre droit et notre devoir d'exiger que la pluralité des situations de vie et des réalités actuelles soit prise au sérieux, s'il le faut même avec l'opiniâtreté de la célèbre veuve de la Bible.

Nous nous tournons maintenant vers l'autre mission mondiale des laïcs, qui est de placer l'Eglise dans le monde. Cette mission est formulée à la fois dans le Décret sur les laïcs du Concile et dans Christifideles laici : notre rôle en tant que laïcs est de pénétrer et de perfectionner l'ordre temporel avec l'esprit de l'Evangile, et ce en vertu du droit divin, non pas seulement à la demande de la hiérarchie.

Et c'est là que s'engage la mission consistant à reconnaître les signes de notre temps, et à y réagir adéquatement, que ces signes soient négatifs ou positifs. La difficulté est souvent que pour bon nombre des questions qui nous assaillent actuellement, on a besoin de vrais spécialistes. Pour de nombreuses raisons, notre Eglise a perdu de son attrait, et les personnes qui se mettent d'elles-mêmes à son service ne sont pas très nombreuses. Cela est peut-être lié à la question suivante : accorde-t-on aux laïcs la place qu'il leur convient, sont-ils suffisamment estimés et reconnus ? La direction de l'Eglise voit-elle vraiment en eux des partenaires, voire même des « spécialistes » de ce service, comme cela figure dans les documents de l'Eglise ? Reconnaît-elle que de par leur compétence « séculière », c'est-à-dire du fait de leur formation, de leur profession, ce sont eux qui dans l'Eglise devraient être les véritables personnes compétentes pour ces questions ?

C'est là que, au sein du clergé tout comme parmi les laïcs, il faudrait apprendre à penser autrement, si l'on part du principe de l'égalité et de la communauté d'origine de toutes les chrétiennes et de tous les chrétiens, et si l'on accepte la divisibilité des fonctions et de la responsabilité.

Un bon exemple de réussite dans ce domaine est d'après moi Caritas, où tous les collaborateurs et collaboratrices, laïcs et prêtres, sont reconnus par le public et par l'autorité de l'Eglise, et

sont acceptés et pris au sérieux en tant que représentants de l'Eglise. Les missions à accomplir sont claires, et là où il s'agit de soulager concrètement la détresse, d'apporter de l'aide dans la misère, les orientations sont claires, tout le monde est d'accord dans l'Eglise, il y a une bonne coopération entre les laïcs et le clergé avec des compétences acceptées.

Les problèmes commencent à se poser lorsqu'il s'agit de s'engager dans la politique sociale. Il existe dans l'Eglise, à ce sujet, différentes convictions et différentes opinions.

Le fondateur de la Jeunesse Ouvrière Catholique, le cardinal belge Joseph Cardijn, a déclaré que pour lui, il ne suffit pas de s'occuper des « poissons isolés », quand l'eau où l'on pêche est complètement malade.

C'est précisément sur la question des tensions sociales, qui est de plus en plus pressante actuellement, qu'il ne suffit pas de s'occuper des victimes, mais qu'il est nécessaire de prendre en charge l'eau où l'on pêche. Et je pense que c'est bel et bien le devoir et l'obligation de tout chrétien et de toute chrétienne que de se mettre aux côtés des pauvres et des affligés, à la suite de Jésus, à la fois dans les grandes questions politiques et dans les plus petits détails. Il faut pour cela de la maturité, de l'assurance, de la conviction et beaucoup de courage civil.

Ce n'est pas toujours simple et ce n'est même pas du tout populaire. Car cela signifie, à une époque des « winners and losers », comme on le dit si bien aujourd'hui, des gagnants et des perdants, se mettre du côté des perdants, à une époque de désolidarisation, se prévaloir de la solidarité.

Sans cesse demander une « autre loi » que la loi du succès, du rendement, de la faisabilité et de la rentabilité, comme cela est écrit dans Isaïe, dans le Premier poème du Serviteur du Seigneur (Isaïe 42, 1...). « Les îles attendent sa loi. » Sa loi : « Il ne casse pas le roseau qui fléchit, il n'éteint pas la lampe qui faiblit. » Sa loi, c'est aussi que nous devons nous mettre aux côtés d'un crucifié, d'une personne en échec social. C'est un travail difficile pour nous les laïcs, dans nos métiers, et là où nous nous situons dans notre vie quotidienne. Car nous devons le réaliser sans la protection d'une fonction ecclésiastique. On passe plus aisément à un prêtre ou à un évêque cet idéalisme, ce radicalisme.

Pour nous les laïcs, il réside dans cette problématique une mission particulière de réconciliation. D'une part, nous sommes appelés, à la suite de Jésus, à avoir un certain radicalisme, un simplisme de certaines opinions, d'autre part, on exige de nous une qualification par rapport à ce qui est possible et ce qui est impossible. Nous devons nous former afin d'être compétents, afin de pouvoir agir de manière intelligente et diplomatique, et au bout du compte, afin d'aboutir à quelque chose.

Cela est très difficile et exige beaucoup de détermination lorsqu'il s'agit de prendre des décisions qui sont tout sauf claires. Mais nous devons nous occuper de tout cela !

Et plus je songe au concept de la réconciliation, lorsque j'ai à l'esprit les nombreuses tensions sociales, et c'est là notre sujet, plus je me dis qu'il ne pourra jamais y avoir sur la Terre un monde vraiment réconcilié, mais des pas vers un monde plus réconcilié, et ces pas, il faut les faire ! Car la voix de l'Eglise est indispensable et ne saurait faire défaut !

Face à une situation dramatique de l'Eglise en Autriche ces derniers temps, un social-démocrate autrichien de haut rang a pris la parole pour enjoindre l'Eglise en ces termes : « Ne vous démolissez pas vous-mêmes, nous avons besoin de la voix de l'Eglise dans ce pays. »

Aussi convaincus que nous puissions être, en tant que laïcs, de cette nécessité et de cette mission, nous savons bien combien il est difficile pour le public de reconnaître les dignitaires comme demeurant les représentants de l'Eglise ; on peut éventuellement accepter des hommes laïcs, de même que des femmes religieuses, mais pour les femmes, on ne sait pas si elles ne se donnent pas de l'importance.

N'y a-t-il pas là une scission, une tension, qui est également une tension sociale entre les sexes, et au sujet de laquelle nous devons élever la voix, en toute fraternité ? Je sais que j'aborde là un sujet problématique, même parmi nous les laïcs. Dans la Bible, dans la bonne nouvelle de la Lettre aux Galates, on peut lire : il n'y a donc pas de différence entre les hommes et les femmes... ils sont tous un dans l'union avec Jésus-Christ ; et Paul prend ainsi partie contre les péchés originels du racisme, de l'impérialisme et du sexisme. Nécessairement, la question des femmes doit rester pour le moment une question des laïcs, étant donné que comme par le passé, les femmes peuvent uniquement être des laïcs, et ce même si sur cette question nous souhaitons un soutien fraternel, car en réalité il s'agit d'un problème commun que nous devons également aborder en commun. Et c'est en commun que nous devons fournir pour le monde entier ce service important de la réconciliation des sexes.

En tant que laïcs, face à de telles tensions, prenons-nous suffisamment au sérieux le rôle que nous devons remplir en matière de réconciliation ? Sommes-nous suffisamment conscients de ce défi ? Et quels moyens pouvons-nous trouver pour assurer notre tâche et répondre à notre engagement ?

Une voie qui est une voie spécifique des laïcs, est tout simplement la voie de l'engagement personnel, là où chacun et chacune se trouve, et que nous connaissons tous.

Une autre voie de l'engagement personnel consiste à prendre des responsabilités importantes et à s'engager dans la politique. J'ai le sentiment que par le passé, il est arrivé plus souvent que des jeunes gens aient opté pour la voie de la politique du fait de leur conviction chrétienne. Il me semble que nos jeunes d'aujourd'hui sont lassés de la politique et qu'en outre, beaucoup n'ont pas envie de se salir les mains. Moi-même, je comprends bien ce sentiment, mais parfois je me demande : peut-on donc agir efficacement, peut-on donc faire quelque chose sans s'exposer au danger de se salir les mains ?

Ce sont également des responsabilités concrètes des laïcs que de s'engager comme personnalités politiques, mais également comme journalistes, sans oublier surtout le travail de formation, de participer à la construction du monde et de faire du travail de réconciliation.

Dans quelle mesure les associations de laïcs sont-elles actives afin de motiver dans cette direction, ou bien ne se laissent-elles pas tenter par la résignation et par les sentiments d'impuissance ? Dans quelle mesure soutiennent-elles et appuient-elles la décision personnelle de jeunes gens qui souhaitent se lancer personnellement, au nom d'une vision d'un monde meilleur, plus humain, plus chrétien ? Je constate souvent que les jeunes d'aujourd'hui,

lorsqu'ils ont des motivations religieuses, ont plus tendance à s'engager dans l'Eglise et pour l'Eglise.

Mes réflexions au sujet d'activités concrètes m'ont d'abord donné du fil à retordre. Puis ensuite, j'ai songé aux nombreux groupes qui, du fait de leur conviction religieuse, s'engagent pour telle ou telle action, comme par exemple les services de la paix, qui pour bon nombre de gens dans l'Eglise font l'effet d'une menace, parce qu'ils sont assimilés comme étant de gauche. De plus en plus de gens s'engagent également dans des projets de l'Eglise pour les chômeurs, car le chômage est chez nous une question de plus en plus pressante. Ce sont des groupes engagés qui s'efforcent de créer des conditions de travail humaines.

Les coopérations avec d'autres groupements ne relevant pas de l'Eglise doivent également gagner en importance, comme par exemple les conférences sur la pauvreté, qui se tiennent à Salzbourg et qui rassemblent des groupements, au-delà du cadre de l'Eglise, ayant l'aspiration commune de traiter ensemble cette problématique. Car il n'est pas question de concurrence, mais de coopération avec toutes les personnes de bonne volonté. Notre motivation et notre conviction doivent être claires, et lorsque nous trouvons des alliés pour une bonne action, tant mieux. Lors de telles rencontres, le respect de l'Eglise et l'acceptation augmentent.

J'ai également songé à divers projets similaires, il y en a plus d'un qui est très ancré au niveau régional, mais ils ne sont certainement pas suffisants. Dans ces groupes, on voit grandir la solidarité, on voit d'après moi grandir l'Eglise, oui, l'Eglise vit, même si « officiellement » elle n'est pas reconnue. Et il me semble que nous les laïcs, nous devons apprendre davantage à nous passer de cette reconnaissance de l'Eglise officielle.

Pour moi, une question est de savoir dans quelle mesure les chrétiens et les chrétiennes des pays en pleine réforme de l'Europe Centrale et de l'Est, participent et peuvent participer à la reconstruction de leurs Etats. Il me semble qu'il serait fascinant de pouvoir prendre part à la réorganisation d'Etats. Dans le même temps, je suis bien consciente de la problématique de différentes contraintes, et souvent également d'un manque de possibilités d'expérience et de préparation.

Car en fait, la conviction des chrétiens dans la foi devrait déboucher sur une forme de responsabilité politique. Le théologien pastoral viennois Paul Michael Zulehner déclare : plus une personne est mystique, plus elle est liée à Dieu, plus elle est appelée à agir au niveau politique, plus elle doit avoir à coeur de transformer le monde au sens du Christ.

Et pour intervenir plus efficacement et donner plus de poids à ses voix, il est bien entendu également essentiel de faire partie d'associations plus importantes.

Les fédérations de laïcs catholiques du XIXe et du XXe siècle doivent avant tout leur émergence à la prise en compte sensible des douloureux problèmes sociaux, par exemple la question des ouvriers. Elles ont vu le jour, à plus d'un titre, afin de formuler et de pratiquer une réponse « chrétienne » à des défis sociaux et politiques qui étaient lancés, et afin d'avoir une certaine efficacité.

Les défis ont en partie changé. Si les fédérations de laïcs parviennent aujourd'hui à réagir aux problèmes et aux tensions actuels, aux maladies de l'eau où l'on pêche, pour s'en tenir à l'expression de Cardijn, ou si elles se sentent toujours obligées de répondre aux défis de

l'époque, elles gardent d'anciennes structures et d'anciennes méthodes de travail, et par conséquent elles passent à côté de leur mission ! C'est une question que nous devons sans cesse nous poser, avec un sens de l'autocritique.

Quelle est aujourd'hui la réponse adéquate aux problèmes concrets, et comment pouvons-nous modifier nos structures de manière à ce qu'elles puissent également apporter cette réponse ?

Et comment parvenons-nous à rendre notre aspiration transparente, de manière à sans cesse trouver des personnes qui partagent nos visions et qui se mettent en chemin avec nous pour telle ou telle chose ?

Je souhaiterais encore aborder un problème concret, qui à mon sens est également un problème brûlant. Peut-être ce problème me paraît-il actuellement particulièrement pressant parce qu'en Autriche, la question de l'adhésion à l'Union Européenne a fait l'objet de longues et âpres discussions, et parce que l'Autriche a pris la présidence de l'Union Européenne.

On travaille à la construction d'une Europe unie, et on nous a assuré qu'il ne s'agit pas uniquement d'intérêts économiques.

Le slogan « Donner une âme à l'Europe » est toujours en toile de fond. Qui d'autre que nous, les laïcs de l'Eglise, doit s'efforcer de faire en sorte que la construction d'une nouvelle Europe ne se fasse pas au prix de son âme ? Et n'est-ce pas un travail que nous devons réaliser avec nos sœurs, les autres Eglises chrétiennes, car nous nous sentons tous appelés à remplir Sa mission ? Ne faudrait-il pas qu'ensemble, sur les questions de valeurs, du sens, des options pour les pauvres, de la solidarité, de la réconciliation, nous élevions la voix au-delà de nos clochers nationaux et étatiques ? Ne serait-ce pas un commandement d'aujourd'hui que de réfléchir à la manière dont les laïcs des différents pays peuvent ensemble élever la voix et former un groupe de pression afin d'atteindre ce qui est l'objectif de notre Eglise : garder vivant le message du Christ dans ce monde et participer à la construction du monde selon Sa volonté.

Forum Européen de comités laïques
Bratislava, le 27 juin 1998

# Service de la réconciliation avec le monde d'aujourd'hui

**Th. Dr. Misík**

Mesdames et messieurs,

C'est pour moi à la fois un honneur et un plaisir d'ouvrir ce forum et de vous présenter une communication qui portera sur les bases bibliques et théologiques de la réconciliation.

Ma conférence débutera par une analyse situationnelle et temporelle du christianisme de l'Europe centrale et occidentale, analyse directement liée au thème de la présente communication.
Dans cette analyse, je me référerai au Pr Medard Kehl, théologien célèbre contemporain, qui développe la position actuelle du christianisme en Europe. D'après lui, les chrétiens sont, aujourd'hui, sans cesse confrontés à la question de l'avenir et de la „capacité d'avenir" du christianisme, qui se pose de plus en plus intensément. La lutte contre la désaffectation progressive de l'Eglise (de n'importe quelle confession), contre une grandissante indifférence religieuse, contre une résignation et un ressentiment des chrétiens engagés, contre des solutions à court terme et contre celles qui sont inutilisables etc. Cette lutte qui, assez souvent, nécessite de la part des chrétiens „l'espoir contre tout espoir" (Rm 4, 18) fait partie du quotidien de la vie actuelle de l'Eglise en Europe. Combien est répandue, chez les croyants, l'idée que se sont les fonctionnaires ecclésiastiques immobiles et sans aucune conception, qui sont coupables de son état stagnant. De même, beaucoup pensent que la masse des chrétiens é

litistes et laxistes empêche une vie vraiment épanouie des communautés paroissiales et que l'Eglise est trop étrangère au monde et trop conservatrice. D'autres estiment que le concile ainsi que la théologie moderne post-concile déstabilisent la foi des fidèles et que l'école et la maison n'ont plus les mêmes orientations que l'Eglise. On peut même entendre que la société pluraliste et sécularisée est entièrement devenue le domaine du diable et des Antéchrists, que les gens vont trop bien et n'ont plus besoin de Dieu ... Ces explications simplistes abritent certes une graine de vérité. Néanmoins, on y perçoit trop clairement la volonté de désigner un bouc émissaire et de mettre en oeuvre un mécanisme de culpabilisation. Il est pourtant évident que cette position ne fera point progresser les chrétiens. Non seulement parce qu'elle ne tient pas compte de la complexité du phénomène, mais aussi faute d'absence de volonté de prendre sa part de responsabilité à la situation survenue ce qui pourrait aider à surmonter une agonie menaçante de la vie chrétienne.

Une solution qui attire un nombre important de chrétiens est actuellement proposée par le côté traditionaliste de l'Eglise. Face à „l'imprévisibilité" du monde moderne, qui se manifeste même dans le domaine de l'Eglise, de la foi et de la théologie, cette solution semble fasciner par son univocité intransigeante. Le traditionalisme se met en oeuvre au moment où les théologiens et les fonctionnaires en se référant avec conviction à l'obéissance imposent formellement certaines positions traditionnelles. Cela souvent à l'encontre de leur contenu véridique et de leur sens propre. L'obéissance formelle aux autorités au lieu d'une attitude de vérité exprime une approche fondamentale du traditionalisme présent. Elle est plutôt tournée vers le passé et ne peut donc pas vraiment aider à résoudre la situation difficile du christianisme européen. Le Pr Kehl affirme que la cause principale de la situation difficile du christianisme européen n'est pas la disparition de la foi chez les fidèles mais le fait que la culture de notre époque représente pour eux un nouveau défi sans précédent. Le christianisme européen ne réussira à sortir de cette crise qu'à condition de l'accepter comme une chance et un défi offert par Dieu et qui permettrait, avec l'aide du Saint Esprit, de chercher de nouvelles voies vers une foi religieuse authentique et communautaire. Cela signifie une confrontation constante avec la société actuelle, qui est nécessaire pour que la réconciliation entre l'Eglise et le monde se réalise.

Pour pouvoir parler de la réconciliation à la suite de ce que nous venons d'esquisser, je voudrais remonter aux années soixante où se trouvent les supports bibliques et théologiques du changement décisif dans la théologie et la vie religieuse. J'espère pouvoir réussir à en tirer de nouvelles inspirations pour l'époque contemporaine. Puisque nos réflexions sur la réconciliation sont toujours marquées par la Rencontre oecuménique de Graz de l'année dernière, mon exposé est consciemment orienté vers l'oecuménisme.

La période des années soixante a été pour l'Eglise catholique romaine et pour les autres une des périodes les plus intéressantes et les plus fructueuses. C'était le temps du Concile Vatican II, lorsque l'oecuménisme n'avait pas encore connu son envol vers l'unité. Le temps où les Eglises n'étaient pas encore si proches les unes des autres. Dans ces années, on a commencé à créer le projet d'un concile oecuménique avec la participation de toutes les grandes confessions chrétiennes. Cela semblait un chemin possible pour atteindre l'unité des Eglises chrétiennes. Face au renouvellement de l'Eglise catholique dû au concile et son enthousiasme pour les processus oecuméniques, la discussion et la confrontation avec le monde se révèle pour les Eglises comme un devoir central de la plus grande importance. Cette évolution des mentalités devait permettre aux Eglises de se lier plus étroitement et d'atténuer les différences confessionnelles. Le monde en tant que partenaire des Eglises est perçu comme un défi massif. Toutes les Eglises chrétiennes se préoccupaient de la situation dans la société et cette confrontation a permis leur rapprochement.

La théologie chrétienne de l'époque s'intéressait plus au monde car elle voulait corriger un certain centralisme ecclésiastique. Auparavant, l'Eglise, dans sa conception, affirmait qu'elle était déjà le royaume de Dieu dans lequel le monde était invité à entrer. La relation au monde se définissait presque exclusivement à travers une mission et le monde était un domaine où le Christ n'avait pas encore pu exécuter son pouvoir. Les réflexions ecclésiastiques du temps précédent le concile pouvait donner l'impression que le royaume éternel se réaliserait parfaitement seulement si l'Eglise institutionnelle se répandait sur toute la terre. On a alors en droit critiqué cette ecclésiologie en disant qu'elle ne faisait que regarder son propre nombril. La nouvelle confrontation avec le monde a corrigé ce point de vue exclusif. La confrontation avec le monde trouve ses fondements dans la christologie dite "cosmique". Celle-ci repose sur l'interprétation d'une hymne christologique Col 1, 12-20 que je vais citer ci-dessous:

"Vous remercirez le Père qui vous a mis
en mesure de partager le sort des saints
dans la lumière.
Il nous a en effet arrachés à l'empire des ténèbres
et nous a transférés dans le royaume de son Fils bien-aimé,
en qui nous avons la rédemption, la rémission des péchés.
Il est l'image du Dieu invisible,
Premier-Né de toute créature,
car c'est en lui qu'ont été créées toutes choses,
dans les cieux et sur la terre,
les visibles et les invisibles,
Trônes, Seigneuries, Principautés, Puissances;
tout a été créé par lui et pour lui.
Il est avant toutes choses et tout subsiste en lui.
Et il est aussi la Tête du Corps, c'est-à-dire de l'Eglise.
Il est le Principe
Premier-Né d'entre les morts,
(il fallait qu'il obtînt en tout la primauté),
car Dieu s'est plu à faire habiter en lui toute la Plénitude
et par lui à réconcilier tous les êtres pour lui.,
aussi bien sur la terre que dans les cieux,
en faisant la paix par le sang de sa croix.

A cet endroit je voudrais préciser que cette hymne représente un des moments christologiques les plus importants dans la Nouvelle Alliance.

Si les chrétiens entrent dans une confrontation avec le monde, ils pourront le percevoir comme un danger pour leur vie chrétienne. Il en résulterait l'idée qu'une partie de l'univers, à savoir le monde profane, n'est pas subordonnée au pouvoir du Créateur par l'intermédiaire du Christ. Les chrétiens cessent alors de mener un dialogue avec le monde et s'en détournent. C'est peut-être ce danger que Paul a

discerné chez les Colossiens et qui est la cause de cette hymne qu'il a écrite ultérieurement. L'apparition fréquente du mot "tout - panta" est particulièrement frappante. Cela veut dire que l'action constructrice de Dieu à travers le Christ se répand sur tout. Dans la théologie occidentale s'est produite une évolution fautive. En effet, l'action rédemptrice du Christ a été réduite à la purification, au pardon et à la béatitude de l'homme, c'est à dire au domaine de l'Eglise. Elle n'incluait donc pas le monde entier. Suite à cet exclusivisme, on assiste dans la théologie occidentale au développement d'un dualisme entre la grâce et la nature où cette dernière n'est presque plus subordonnée au pouvoir du Christ. Cela implique un fort dédoublement entre l'Eglise et le monde, entre le spirituel et le séculier. La christologie cohérente de la Lettre aux Colossiens représente alors une correction de ce développement fautif et c'est par son intermédiaire que l'unité de la création et de la réconciliation peuvent être regagnées.

Dans la perspective de cette christologie cosmique, la splendeur de Dieu s'étend sur tout. Alors, non seulement le domaine de la grâce, dont l'Eglise fait partie depuis toujours, mais aussi le monde et la nature sont les lieux de la lumière que le Christ a apportée. Ainsi l'Eglise n'est qu'une partie de l'oeuvre du Christ pour ce monde. Elle ne peut être comprise que dans une relation positive envers le monde. Si le Christ est "la tête" de toute chose et si l'Eglise vit séparée de toutes choses, elle ne peut donc pas être tout à fait unie avec le Christ. Si l'Eglise se présente elle-même en tant que "l'accomplissement exclusif de la création et de la nouvelle création" et si à travers cela elle s'identifie au royaume de Dieu, elle donne un faux témoignage. Elle témoigne de la réalité contemporaine du royaume dans l'Eglise et non pas de l'espoir en l'accomplissement de "toutes choses" dans le Christ. L'Eglise ne peut pas s'attendre, dans un premier temps, à atteindre la réconciliation parfaite avec Dieu dans la perfection de la création, pendant que, dans un deuxième temps, suit l'accomplissement du monde dans le Christ. l'Eglise accomplie sera le monde réconcilié et inversement. Le monde, malgré son hostilité envers la lumière, n'a jamais été sans la lumière de Dieu.

La christologie cosmique rend alors les chrétiens libres de la peur devant le monde. Elle peut encourager les chrétiens à s'occuper du monde de la politique, de l'économie, de l'esthétique, car ce monde appartient au Christ depuis la création. Le Christ comme un vrai homme est l'intermédiaire entre Dieu et le monde. Pour lui et à travers lui tout existe en Dieu. C'est pourquoi nous pouvons nous intéresser au monde pour le bien de toute la famille humaine.

Le fait de regagner la christologie cosmique ne signifiait pas un bond qualitatif seulement pour la théologie chrétienne mais aussi pour la réconciliation oecuménique des Eglises. Le Christ, point central des croyances chrétiennes, et sa valeur universelle ont amené les Eglises à une très fructueuse phase oecuménique. A ce moment-là, des dialogues bilatéraux de l'Eglise catholique avec presque toutes les Eglises chrétiennes ont eu lieu. Ils sont une preuve réelle de la réconciliation souhaitée. Ce travail des Eglises dans le monde et pour le monde les a plus rapprochées que le regard qu'elles portaient sur elles-mêmes et qui mettait en relief

rapprochées que le regard qu'elles portaient sur elles-mêmes et qui mettait en relief toutes les différences interconfessionnelles. Je suis persuadé que même aujourd'hui, il est important de se souvenir de cette perspective universelle de la christologie cosmique. Elle nous rend capable d'entrer dans une confrontation courageuse avec le monde.

Comment la théologie chrétienne contemporaine éclaire-t-elle la réconciliation? La réconciliation signifie la rédemption de tout homme de l'éloignement de Dieu, de la déception et de la mort, grâce à Dieu à travers l'activité salvatrice de Jésus Christ. La source et le contenu de toute réconciliation est la personne de Jésus Christ. On pourrait dire que l'homme réconcilié acquiert, dans le processus de la réconciliation, le statut du Fils pour exister comme un fils/une fille dans le Fils Jésus Christ. Jésus est celui qui apporte d'une manière absolue le Salut. Il est porteur de l'espoir de l'humanité qui emmène tout vers lui. Jésus est dans son humanité le chemin sur lequel la parole de Dieu va historiquement vers les hommes. Il est aussi le chemin sur lequel les hommes peuvent arriver vers Dieu. La réconciliation s'opère comme une communication amoureuse "homme-Dieu". Dieu le Père se révèle à travers le Fils dans l'Esprit-Saint pour que les hommes puissent dire à Dieu dans l'Esprit et avec le Fils "Abba -Père" (cf. Ga 4, 4-6; Rm 8, 15.29). Tout le processus de la réconciliation devient plus dense dans les paroles de Jésus dans l'Evangile selon saint Jean: "Je suis le chemin et la vérité et la vie" "Jn 14, 6).

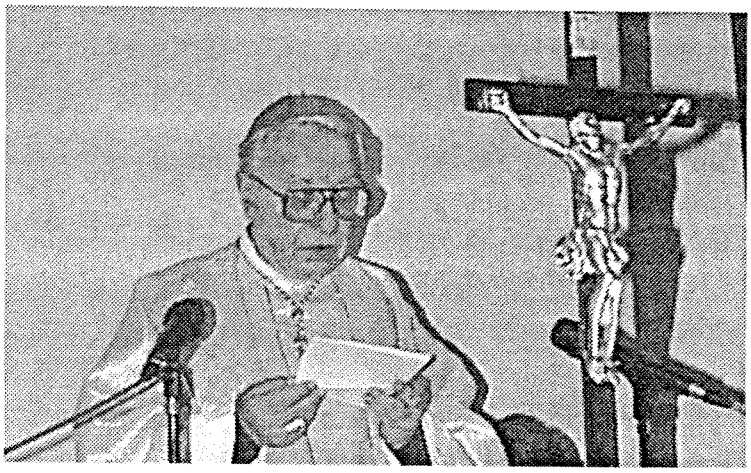
Le principe intérieur de l'histoire de la vie de Jésus était son amour pour son Père dans lequel il a renoncé à lui-même, s'est humilié et lui a obéi jusqu'à la mort sur la croix. Pour cela Dieu l'a exalté et l'a proclamé Seigneur "à la gloire de Dieu le Père" (cf. Ph 2, 5-11). La mission (Rm 8,3) ou bien le sacrifice de son propre fils, et par cela de lui-même, par amour pour sa création (Jn 3, 16), est dans l'événement de la vie de Jésus la constitution performative de la Nouvelle Alliance pour la rémission des péchés. Le lien devient compréhensible seulement si l'on se rend compte que le péché signifie non seulement une action fautive mais aussi une trahison par rapport à soi-même dans un sens radical. Pourtant le fondement essentiel de l'homme est son accomplissement dans la communauté d'amour, dialogique et personnelle avec Dieu. Puisque l'Alliance est une action communicative, le Salut ne peut pas être simplement annoncé. La réconciliation se réalise lorsque l'homme lui-même accueille l'amour de Dieu
par un rapprochement intérieur. Elle ne se limite pas seulement à une acceptation passive de l'amour de Dieu. L'homme devient réconcilié parce qu'il suit le Christ, à travers cela, il réalise sa relation filiale et il prend part à l'alliance et au corps de Jésus Christ, qui est l'Eglise.

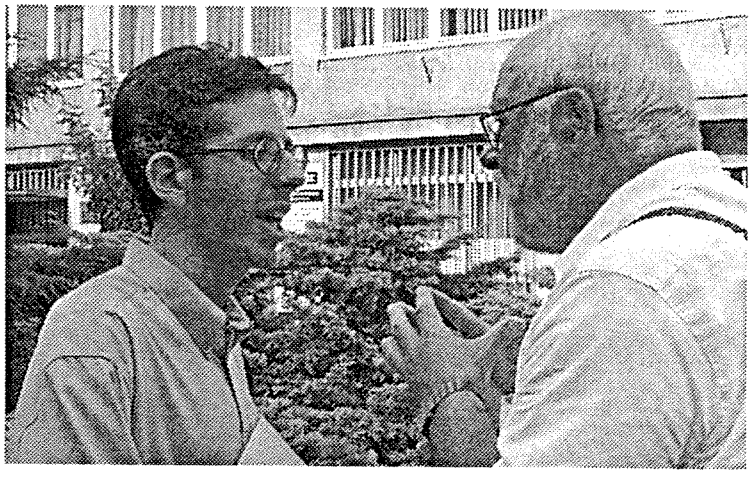
Les chrétiens sont ceux qui ont accepté l'amour de Dieu dans Jésus Christ et à travers cet amour ils sont réconciliés. Les chrétiens sont appelés et envoyés à annoncer cet amour de Dieu au monde par leurs actes et par leurs paroles. Ils ont alors le devoir de coopérer sur la réconciliation de Dieu avec le monde.

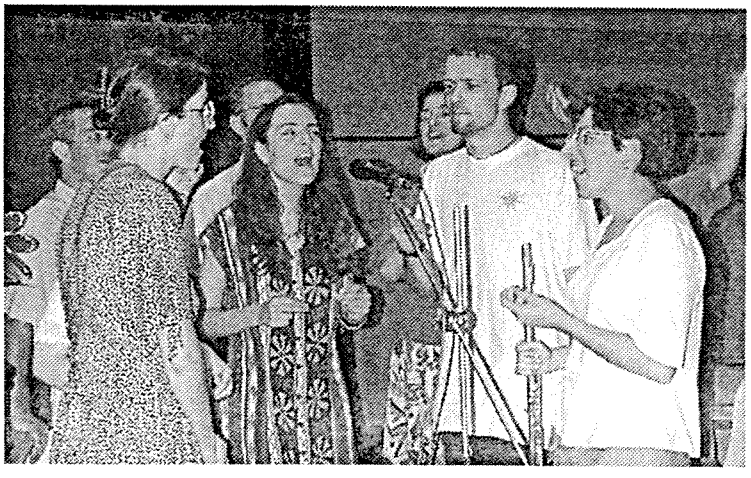
Mesdames et Messieurs,
Dans une situation, où les chrétiens sont sollicités comme jamais auparavant, il est important de ne pas fuir la confrontation avec le monde. J'ai essayé d'appuyer cette affirmation sur quelques points de repères bibliques et théologiques. En conclusion de ma communication, je voudrais citer l'évêque de Aachen, Mgr. Hemmerle:
"Le Seigneur viendra! Allons vers lui! Même si nous adhérons aux principes ecclésiastiques, nous ne pouvons pas rester aveugles devant ceux qui s'éloignent de l'Eglise en pensant que l'avenir de Dieu est plus grand que le passé de ses idéaux et de ses traditions. Nous ne sommes pas seulement les gestionnaires d'un héritage et d'un passé saint et toujours précieux qui vaut la peine d'être protégé mais nous sommes aussi ceux qui préparent le chemin d'un avenir que nous ne pouvons pas construire mais qui viendra car Il viendra."

Je vous remercie de votre attention.

Cf. Kehl, Medard, Die Kirche, Echter, p. 165 ss.
Cf. Ibid., p. 192.
Cf. Ibid., p.188 s.
Cf. Mueller, Gerhard Ludwig, Katholische Dogmatik, Herder, p. 372.
Cf. Ibid., p. 373s.
Cf. Ibid., p. 386.
Cf. Ibid., p.387.
Hemmerle, Klaus, Gottes Zeit - unsere Zeit, Neue Stadt, p. 176.







# PROJET RENOVABIS
# DU COMITE CENTRAL DES CATHOLIQUES ALLEMANDS (ZdK)

Fondation de l'Action RENOVABIS 1994 par la Conférence épiscopale allemande à l'initiative du ZdK. - Objectif : L'échange sous le signe du partenariat avec les Eglises de l'Europe centrale et orientale (OME) doit être renforcé. Coopération et solidarité doivent contribuer à ce que les Eglises se renouvellent dans l'esprit de la Pentecôte et puissent mieux assumer leur mission pastorale et caritative ainsi que leur responsabilité dans la reconstruction d'une nouvelle société.

Les **projets** de Renovabis (4.300 jusqu'à présent) sont financés à partir de l'argent des quêtes de la Pentecôte et des impôts collectés au profit de l'Eglise (1977 : 66,3 millions de DM). Dépenses depuis la fondation 220 millions de DM, en 1997 : 56% pour des tâches pastorales ; 30% Caritas et aide à la détresse ; 7% apostolat laïque ; 5% travail de communication ; 3% formation/bourses. - Après plusieurs décennies d'oppression, d'isolation et de déformation, il est souvent très difficile d'orienter les hommes vers les valeurs de la foi chrétienne, de stimuler leur esprit d'autonomie et de rendre l'Eglise capable d'évangélisation dans l'esprit du deuxième concile du Vatican.

Renovabis est une **étape vers la réconciliation** parce que l'échange et la coopération favorisent la compréhension mutuelle. Les conflits au sein de l'Eglise et de la société et entre les pays peuvent être alors maîtrisés plus facilement. Le renforcement des laïques dans l'Eglise et la société est une condition essentielle pour le dialogue, pour une évolution pacifique dans ces pays et pour la cohabitation dans la future Europe.

Le **projet «Soutien à l'apostolat laïque et extension de la doctrine sociale catholique»** fut lancé en octobre 1994. La mission est de prendre contact avec des évêques et des laïques dans les pays d'Europe centrale et orientale et de trouver ensemble des moyens de mieux coordonner l'apostolat laïque par la création de nouvelles organisations (associations, rencontres, communautés spirituelles) ou par la mise en place d'un réseau ; il s'agit en outre d'intensifier l'orientation de laïques et de prêtres en créant de nouvelles institutions de formation.

**Méthodes :** Une réflexion commune en rendant visite à des évêques en charge des laïques - échange d'expériences sur les formes actuelles de l'apostolat laïque (associations, communautés spirituelles, Action catholique, structures des organisations etc.). - Dialogue avec les évêques, prêtres et laïques sur l'enseignement du IIème concile, sur la lettre apostolique «Christfideles Laiei» de 1988 - Analyses communes de la situation, de la manière d'appréhender les problèmes et des possibilités qu'ont les laïques d'intervenir au sein de l'Eglise, pour l'Eglise et pour le monde. - Principe directeur : les partenaires du projet doivent décider eux-mêmes des solutions qu'ils veulent mettre en oeuvre - Le projet ne fait que conseiller, il aide en cas de besoin, en procurant des moyens financiers de Renovabis. Des cours sont également proposés sur le Non-Profit-Management ou sur l'organisation et l'encadrement pour la mise en place d'institutions de formation. Ce qui est important, c'est «l'aide à l'entraide».

Résultats obtenus jusqu'à présent : contacts avec des diocèses dans 10 pays (Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Slovénie, Croatie, Ukraine et Russie (Moscou, Saint-Pétersbourg) - élaboration de réseaux, de bureaux de laïques, de commissions épiscopales pour laïques dans certains pays. - Dans presque tous les pays de nouvelles organisations de laïques sont nées, de nouvelles structures pour la propagation de la doctrine sociale catholique en République tchèque, Pologne, Slovaquie, Hongrie, Slovénie et en Croatie (académies, centres de formation).

29.05.98 Paul Becher - Georg Kopetzky

Forum Européen des Comités Nationaux des Laïcs

26/06 - 01/07/1998, Bratislava

**"Réconciliation**
**Tensions socio-économiques et la réponse de l'église"**
**Conclusions**

*On ne considérera pas les conclusions proposées comme un résumé parfait des exposés ni des discussions au sein des carrefours. Il s'agit plutôt et plus ou moins de pensées majeures réflétant les principaux aspects abordés au cours de ce Forum.*

"Nous n'avons pas seulement à gérer l'héritage d'un passé précieux et sacré, qu'il nous faut préserver, mais il nous faut surtout préparer la voie de l'avenir, que nous ne pouvons confectionner, mais qui viendra, parce qu'il vient." (Klaus Hemmerle).

En tant que chrétiens, nous ne pouvons pas nous retirer dans le monde intérieur de l'église, nous ne pouvons pas nous méfier du dialogue avec le monde, car ce n'est qu'en nous expliquant avec lui que la réconciliation peut avoir lieu. Nous sommes du monde et dans le monde.

Dans sa première lettre aux Colosséens (Col 1,12-20), dans l'hymne dit christologique, Paul appelle les Colosséens à vaincre leur peur. Il les invite à s'expliquer avec le monde, considérant que l'église et le monde profane n'existent pas séparément, mais sont un. Le royaume de Dieu englobe tout. Le Christ, qui préside à toutes choses, est venu au monde pour le libérer et le réconcilier. C'est une parole qui reste actuelle. Paul s'adresse non seulement aux Colossiens, mais aussi à nous tous. Nous, les chrétiens, sommes les membres dont Dieu a besoin pour parachever son oeuvre de réconciliation.
La réconciliation avec Dieu et avec le monde ne se limite pas à accepter passivement l'amour de Dieu. Pour nous, chrétiens, son appel contien le défi de témoigner activement de cet amour et de vivre le don de la réconciliation.

Chacun d'entre nous devra se rendre compte qu'entre les idéaux et les attentes, et le quotidien il n'existe pas de passage universel. Chacun devra trouver sa propre voie.

Cela implique que la réconciliation comprend tout d'abord la réconciliation avec soi-même, - comme homme/femme, enfant/parent, travailleur/employeur, etc. -, mais aussi la réconciliation avec le monde qui nous entoure. La réconciliation est la conséquence d'une conversion personnelle, de la reconnaissance et de l'acceptation de ses propres imperfections, fragilités et possibilités, de ses propres assises religieuses et culturelles, de ses blessures personnelles et collectives, qui ont bien souvent des racines historiques.
L'acceptation de notre propre personne dans ce sense-là procure une sécurité libératrice - elle fait vaincre l'insécurité qui peut générer l'agressivité.

Mais pour nous, chrétiens, la réconciliation ne saurait se terminer ici. A côté de la réconciliation avec nous-mêmes et avec le monde, il y a la confiance qu'il nous faut inmanquablement avoir en Dieu.

Cette confiance ne doit pas être entendue comme une garantie de voir toutes nos attentes rencontrées, non c'est la source continue de l'inspiration que nous donne la prière. Dans ce sens, la réconciliation est à la fois don et mission.

Souvent, il nous manque le courage de témoigner de la force et de la radicalité de la foi - soit de peur des représailles, soit de peur d'être rétrograde.

En tant que laïcs nous nous trouvons de plus en plus confrontés à un double défi: dans l'église comme dans le monde nous devons définir notre rôle et faire preuve de notre aptitude à gérer les conflits. Par notre implication dans le monde professionnel et la famille nous sommes porteurs d'expériences et de compétences que les dignitaires de l'église ne peuvent avoir de la même manière. Aussi avons-nous comme laïcs une responsabilité particulière qui est celle d'introduire ces expériences au sein de l'église et de concilier la foi et la vie: Nous avons une aptitude plus grande à comprendre la peine des divorcés, la réalité des relations préconjugales, la problématique des remariés, la souffrance de la femme avant et après l'avortement, le rôle de l'homme et de la femme dans l'église.
Notre engagement dans l'église pourra croître en lien avec la possibilité de participation réelle à la réalisation d'une Eglise vivante ce qui implique une participation aux décisions au sein de l'Eglise.

Quels problèmes sociaux et économiques constituent pour nous des défis? Les thèmes majeures qui reviennent régulièrement dans les discussions sont la diminuation du chômage, la lutte contre la xénophobie et l'intégration des minorités.

Dans les anciens pays communistes et après la disparition du communisme on constate que la compréhension des normes socio-éthiques a diminuée suite à l'établissement d'un nouveau système économique. Les structures nouvelles n'autorisent aucun dialogue social, par exemple par rapport à la sécurité sociale.
L'enseignement social de l'église est une tradition riche: la question se pose de l'actualiser de manière à ce qu'il motive et mobilise de grands groupes de chrétiens afin de leur permettre de faire courageusement face aux défis actuels?

Comment nous, les chrétiens faisons-nous face à l'une des principales menaces de la paix sociale en Europe, à savoir le chômage et plus particulièrement le chômage de longue durée?

A côté des conséquences financières on observe surtout pour ceux qui sont frappés par le chômage la perte du sentiment de valeur de soi et les tensions croissantes avec leur environnement (exclusion sociale). Souvent la famille qui avant était un lieu d'appui, de réconfort et qui procurait un sentiment d'appartenance et de sécurité ne parvient plus à assumer ces importantes fonctions. Surtout le enfants et les jeunes ont à en souffrir. Le problème du chômage massif devient une source de conflit entre possédants et défavorisés, entre ceux qui ont une occupation professionnelle régulière et ceux qui sont sans emploi.

En tant que chrétiens, nous ne pouvons nous rallier au sentiment de fatalisme largement répandu dans la société, c'est un sentiment qui fait croire que nous ne pourrions pas résoudre les questions socio-économiques. Il faut l'attitude contraire: nous ne pouvons pas nous tenir à l'écart de la misère sociale de nos contemporains et nous retirer dans une 'immigration interne'. Nous sommes appelés à reconnaître notre vocation dans le monde, à vivre le parrallèle entre notre vocation comme disciples du Christ et comme citoyens responsables.

Dans ce monde la vocation de chacun sera de nous rallier aux pauvres et aux opprimés, aux perdants, comme l'a fait le Christ. En cette époque de désolidarisation nous devrons prôner la solidarité.

"J'avais faim et tu m'as donné à manger. J'étais nu et tu m'as vêtu...."
Si en tant que chrétiens nous voulons annoncer l'Evangile du Christ d'une façon crédible, il est de notre devoir de nous engager pour les exclus, d'être prêt à comprendre leur souffrance et de défendre leur dignité d'homme. En tant que laïcs, dans notre vie quotidienne, nous pouvons inciter les autres à devenir sensibles à l'injustice qui nous entoure, au manque de solidarité qui marque notre société. Nous devons avoir le courage de faire des propositions concrètes et nous efforcer de les réaliser.

Concrètement, cela peut signifier:

(1) Au niveau de notre attitude envers des exclus
Par exemple, l'insertion des chômeurs dans notre communauté pour leur donner la possibilté de redonner sens et direction à leur vie. Des aides concrètes pour ceux que l'exclusion sociale à jetés dans l'alcoolisme et la toxicomanie. Les jeunes ont besoin de respect et de confiance, mais aussi de discipline et d'autorité. En collaboration avec des non-chrétiens, les communautés d'église peuvent ici développer une foule d'activités.

(2) Au niveau politique
Mais tout cela ne résoudra pas définitivement le problème. Pour résoudre les problèmes indiqués pour le plus grand nombre d'une manière significative, des processus de décision politique seront nécessaires. Ici l'implication de l'église, c-à-d. une fois encore celle des laïcs , est nécessaire sur le plan communal, national et européen. Il sera par ailleurs nécessaire que les employeurs et les syndicats réfléchissent ensemble sur une autre répartition des salaires et du temps de travail (y compris dans nos propres entreprises).

(3) Au niveau de la formation
Une amorce importante d'engagement social réside dans le travail éducatif. D'une part, nous devons nous informer nous-mêmes, afin de pouvoir faire face aux défis de notre temps, et, d'autre part, il nous faut combattre les fractures sociales que menacent de causer les disparités d'éducation et l'inégal accès à l'information.

En tant que chrétiens nous devons activement contribuer à vaincre les tensions sociales. Il s'agit là d'un aspect central si nous voulons réconcilier le monde avec lui-même et avec Dieu.

Au cours de la discussion finale des présidents des groupes de travail et des rapporteurs des conclusions générales et des conclusions plus concrètes ont été prises qui impliquent des missions à assumer par les comités nationaux comme par le forum européen des laïcs en tant que tel.

Dans le prolongement de la rencontre oecuménique de Graz on a exprimé le voeu d'approfondir plus avant l'idée de la réconciliation et de la concrétiser davantage encore par des initiatives locales. Cette continuité devra permettre de matérialiser les intentions suivantes:

- le texte devra encore être rediscuté au sein des comités nationaux et diffusé parmi les diverses organisations du pays;
- des groupes de travail devront améliorer la coopération entre l'Ouest et l'Est;
- les responsables politiques devront être sensibilisés au commandement de la réconciliation, par exemple dans la perspective d'élections;
- une approche profondément oeucuménique des comités nationaux doit être promue.

Quant au Comité de Liaison une série de souhaits sont formulés à son intention.

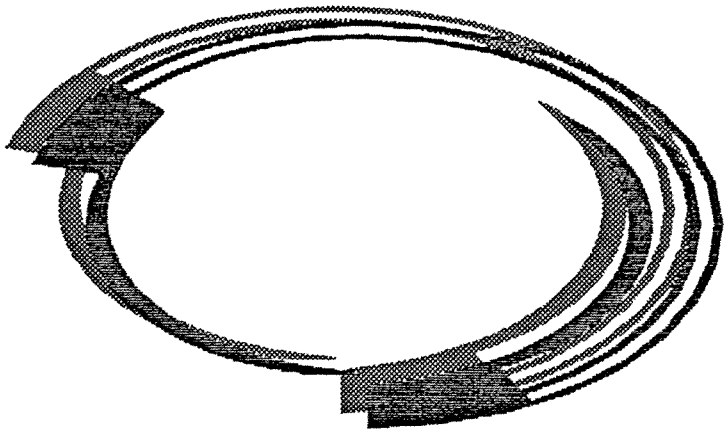
Il est proposé:

- d'informer les comités nationaux, mais aussi l'opinion publique plus large sur la tenue du forum;
- d'aider à organiser des échanges d'expériences lorsqu'il s'agira de concrétiser les objectifs avancés;
- de renforcer les contacts bilatéraux entre comités nationaux.

*A l'aube du XXIème siècle nous devons travailler ensemble à une Europe qui soit sociale, économique et politique, mais ausi à une Europe qui ait une âme.*

Responsables: Leo Pauwels, Sigrid Schraml, Christoph Weißkirchen
Présenté par: Trees Dehaene

Bruxelles, le 27/0798



# Sing to the Lord
# Chantez le Seigneur
# Singt dem Herrn

Songs of the European
Lay Forum

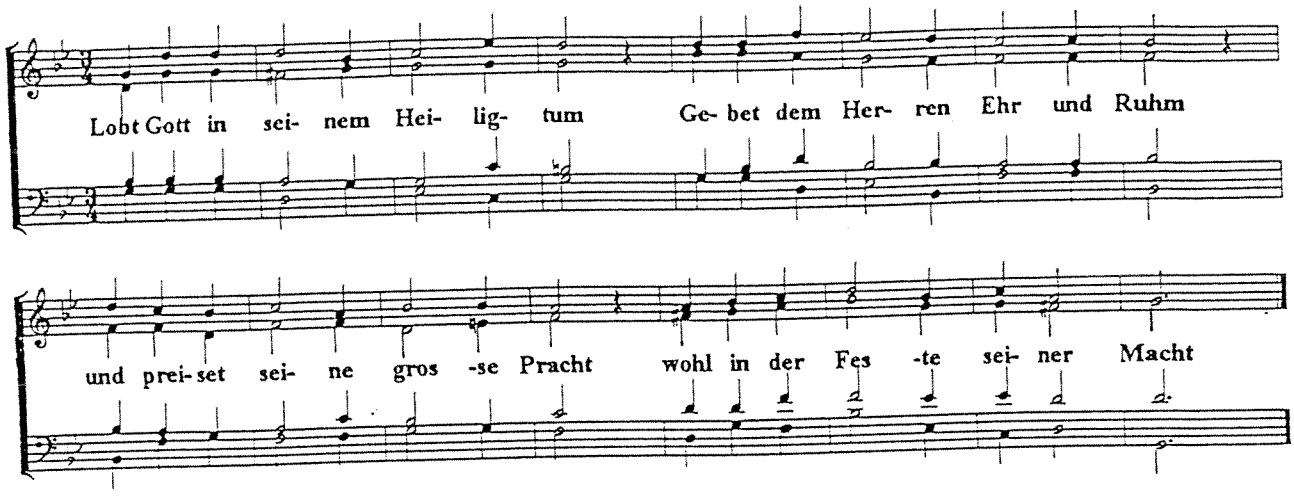
Chants du Forum Européen
des Laïcs

Lieder des Europäischen
Laienforums

**1998, Bratislava**

# PSALM 150

*H.Schütz*




2
Lobt Ihn in seinen Taten all,
gross sind seine Werk allzumal,
lasset euch finden stets bereit,
zu loben seine Herrlichkeit !

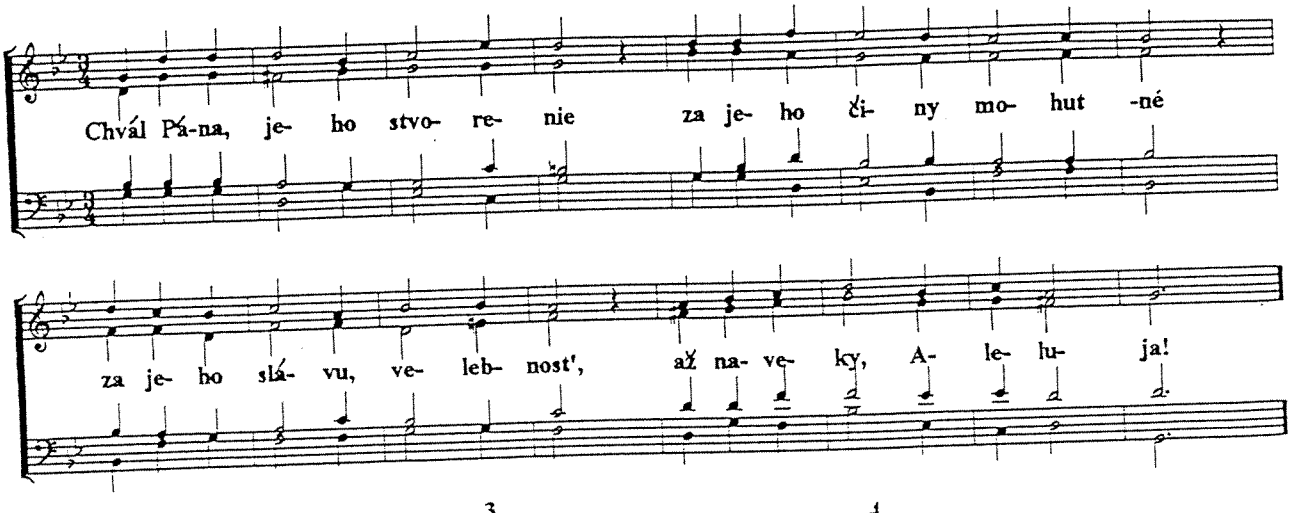
3
Lobet den Herrn mit frohem Mut
und blaset die Posaunen gut
mit Psalter und mit Harfenspiel
Lobt Ihn und macht der Freude viel.

4
Lobt Gott mit hellen Cymbeln fein,
lasst uns im Herren fröhlich sein,
alles was lebt und Odem hat,
lobe den Herren früh und spat !

France, Nederland, Slovaque

# *Czalm 150*

*H.Schütz*
trad. Veronika Mariothova



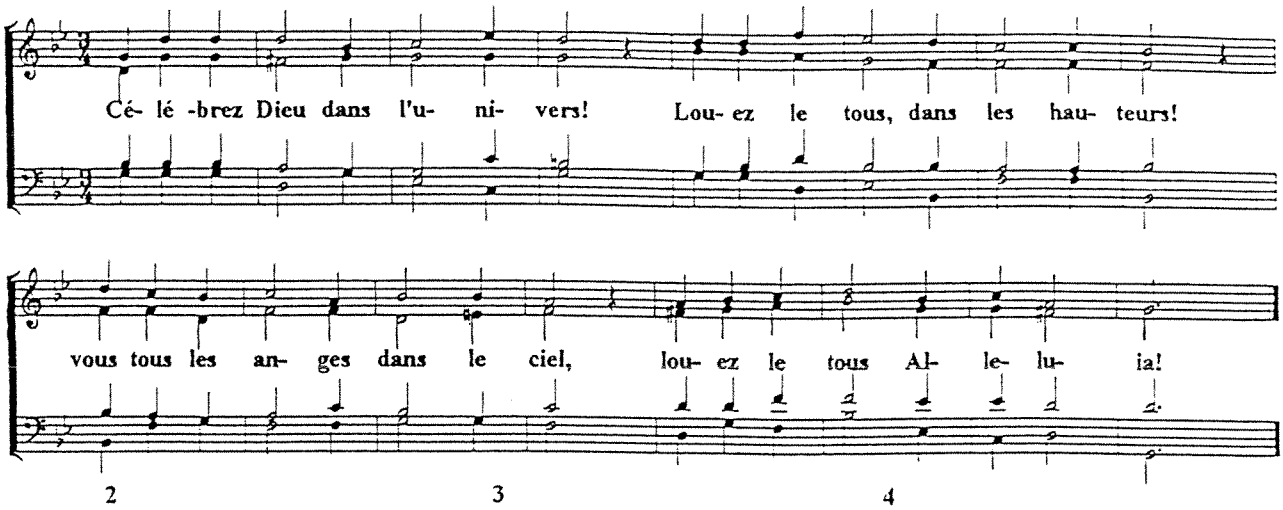

2
Chvál'te ho zvukom pol'nice,
chvál'te ho harfou, citarou,
l'úbozvučnými cimbalmi
chvál'te Pána, Aleluja !

3

4

# *PSAUME 150*

*H.Schütz*
trad. J-Paul Lecot




2
C'est Lui qui donne fondement,
c'est Lui qui donne souffle et vie
à tous les êtres sous le ciel,
louez le tous, Alleluia !

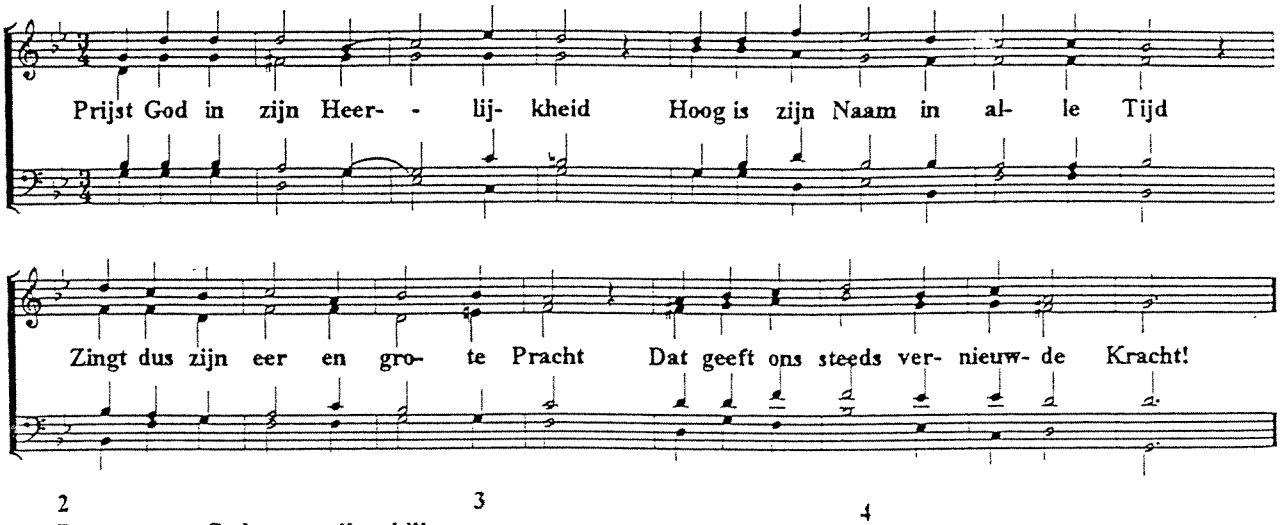
3
Vous les petits et vous les grands
vous les vieillards et les enfants
vous jeunes filles, jeunes gens
louez le tous, Alleluia !

4
Célébrez le sans vous lasser,
car Il vous donne le salut,
Il fait de vous son peuple saint
louez le tous, Alleluia !

*il existe d'autres couplets - cf Jean-Paul Lecot à Lourdes*

# *Psalm 150*

*H.Schütz*
trad. M-Louise Van de Ven & Jef Van Hecken



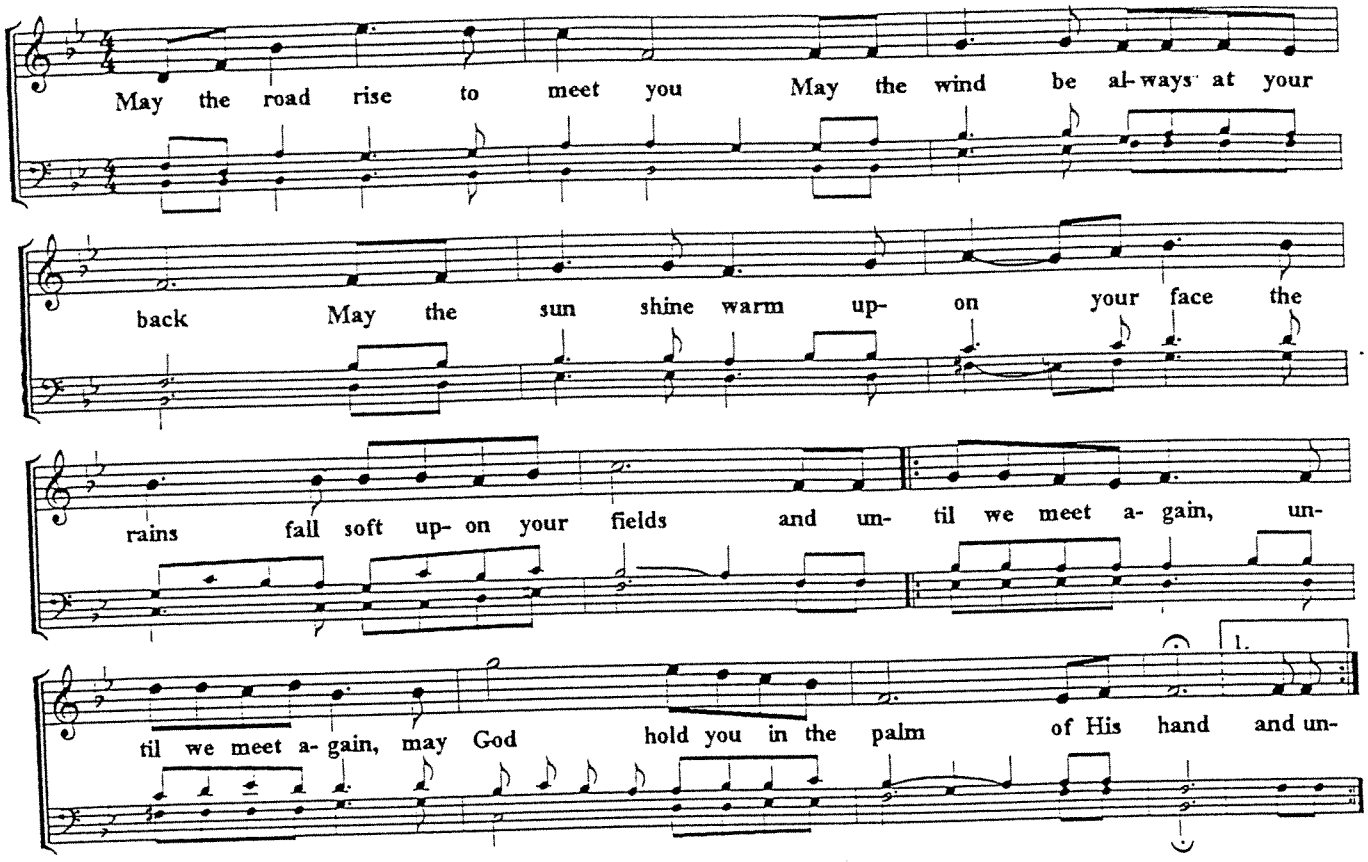

2
Dans nu voor God wees vrij en blij
Speel uw bazuinen en schalmei
Blaast de Trompetten onvervaard
Met alle Mensen dezer aard

3

4

# IRISH BLESSING

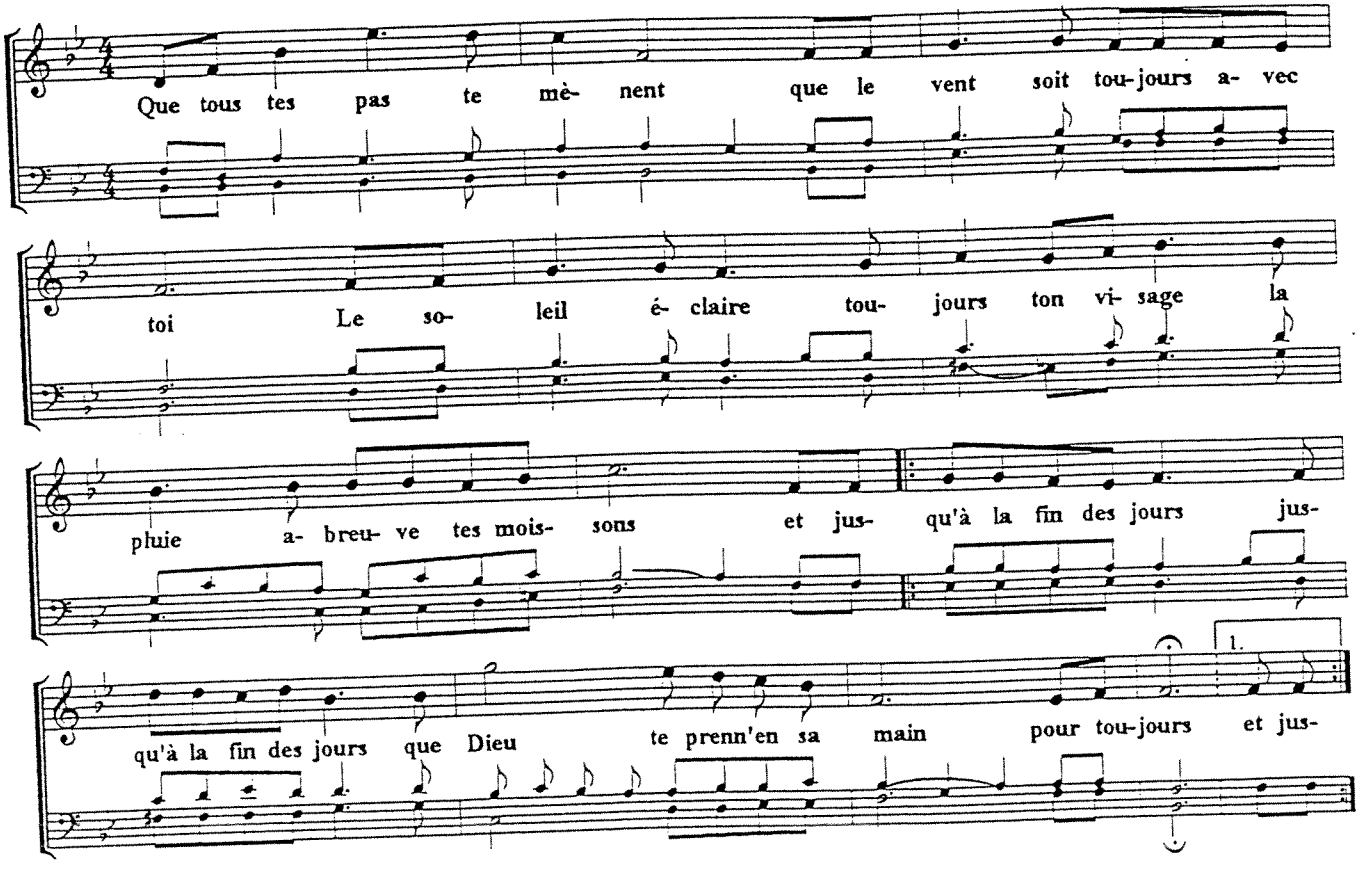
*traditionnel*




traduction française
übersetzung

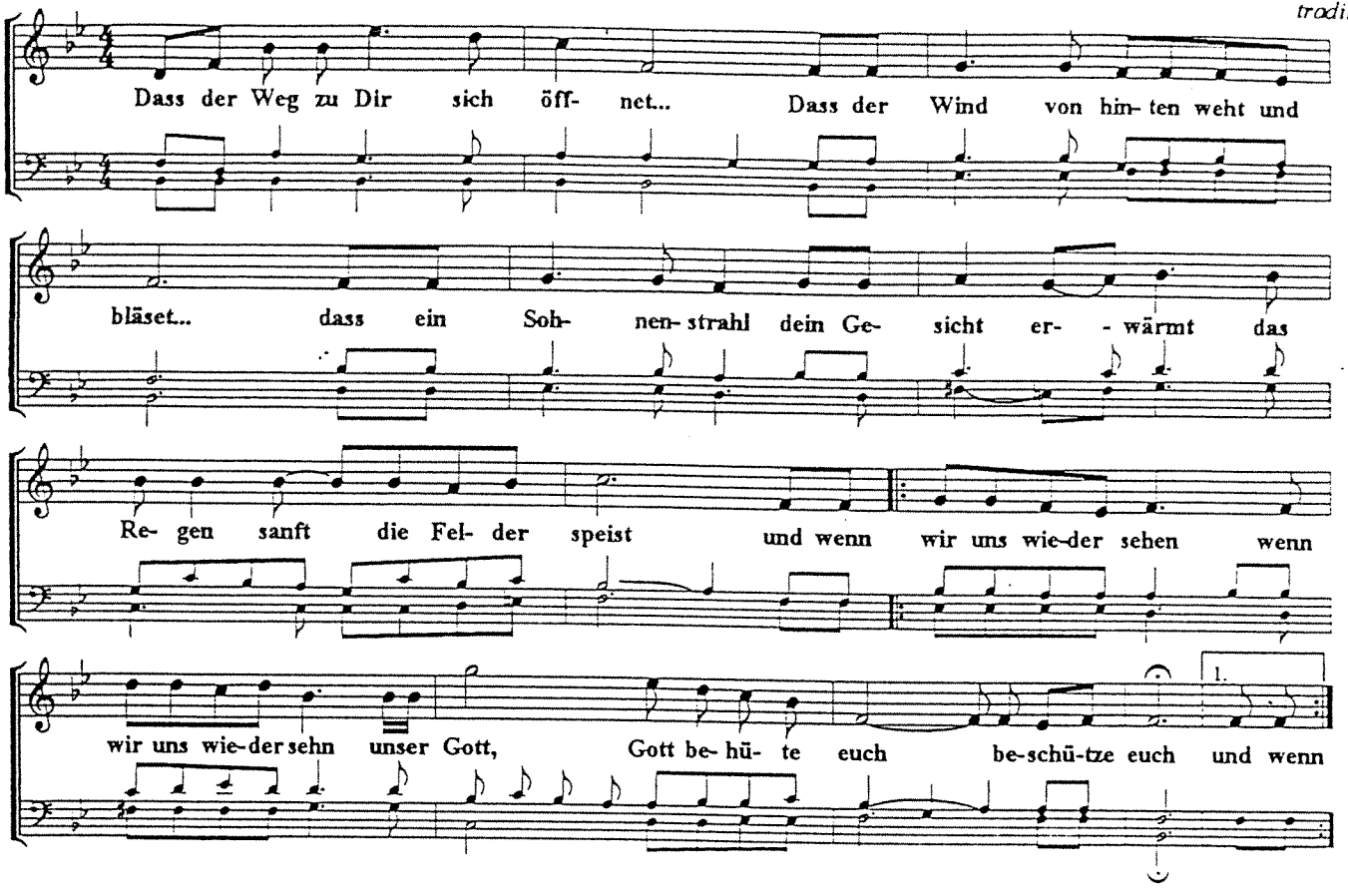
# *BENEDICTION IRLANDAISE*

*traditionnel*



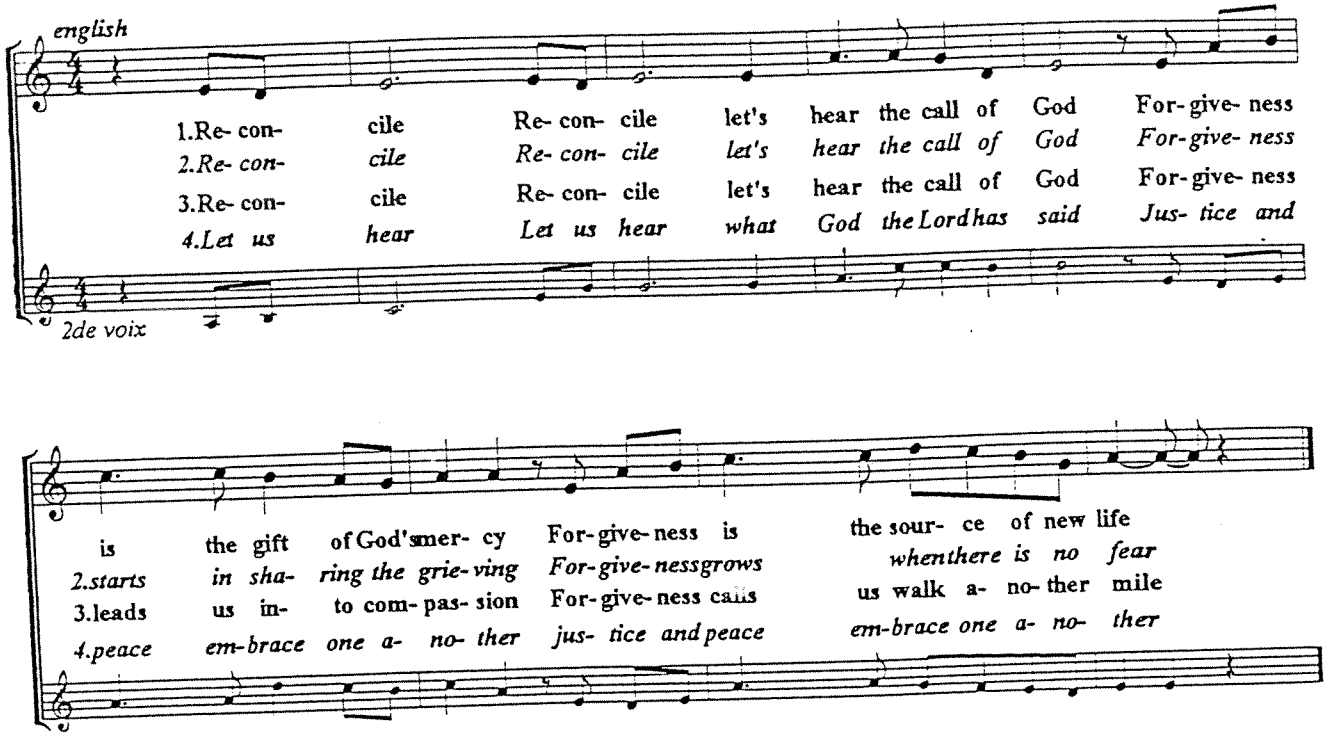
# IRISCHE SEGNUNG

*traditionell*



# *RECONCILE*

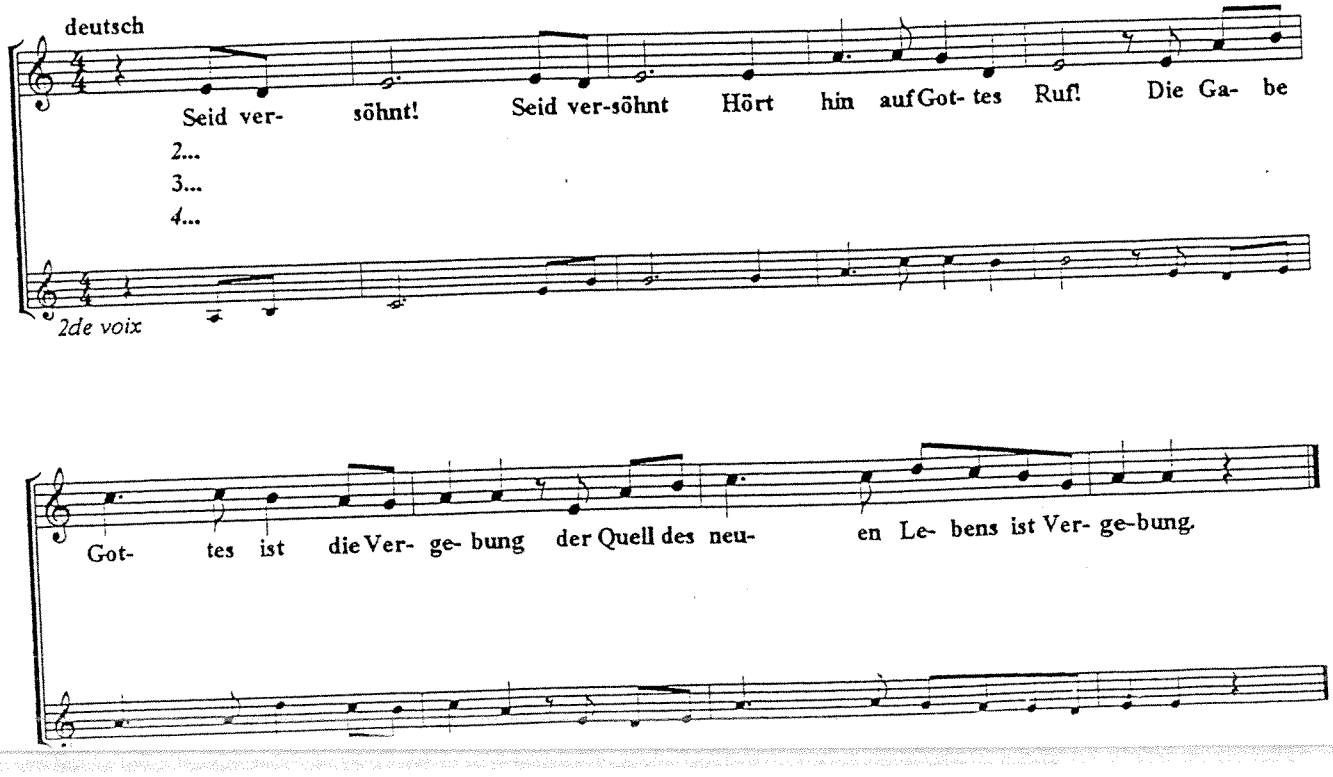
*song from Graz*




traduction française
anfang übersetzung

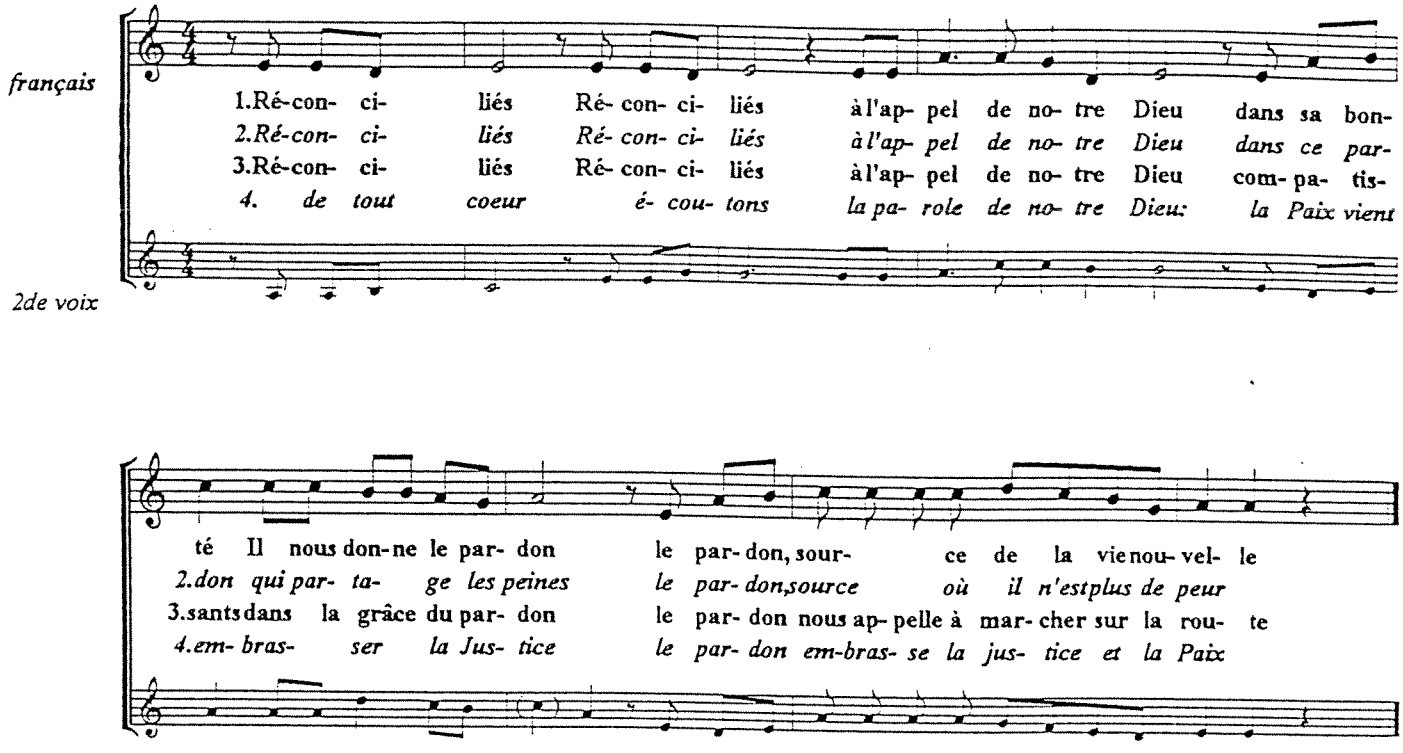
# *VERSÖHNUNG*

*gesang von Graz*



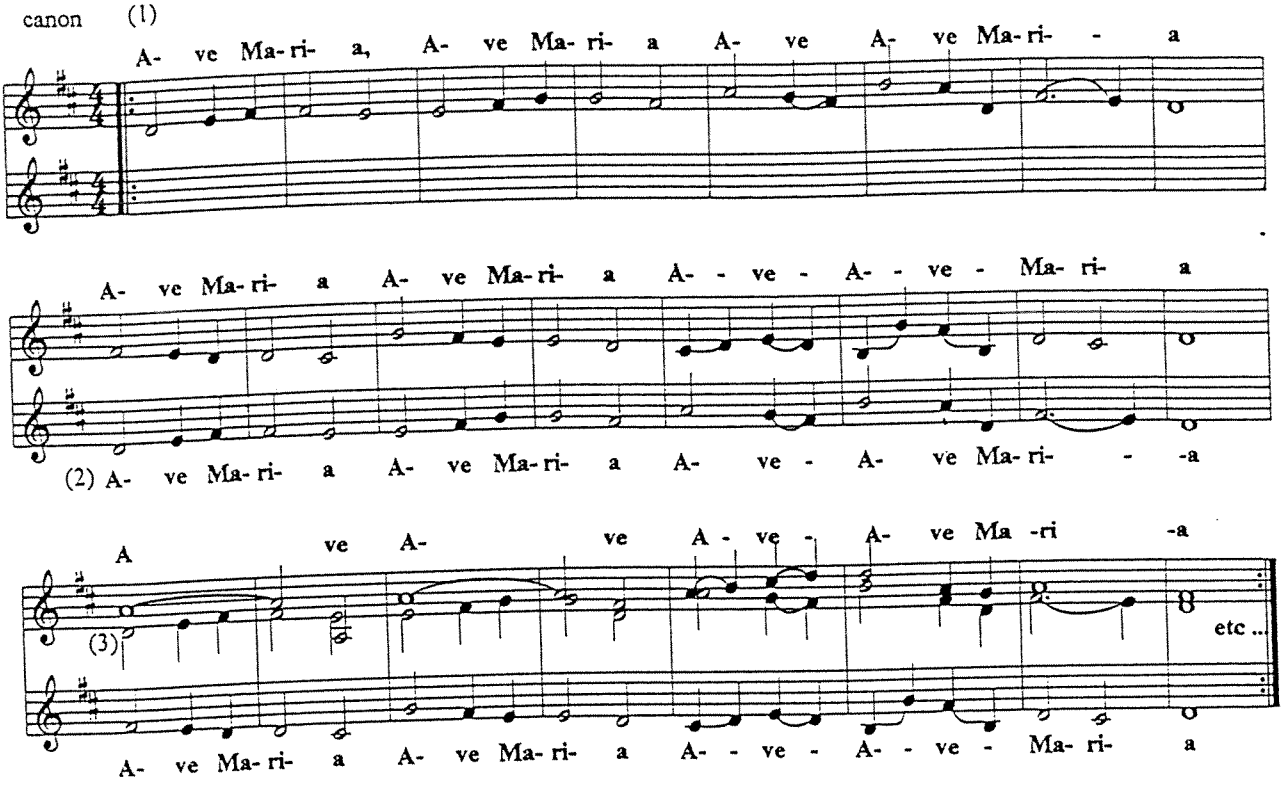
# *RECONCILIES*

*chant de Graz*



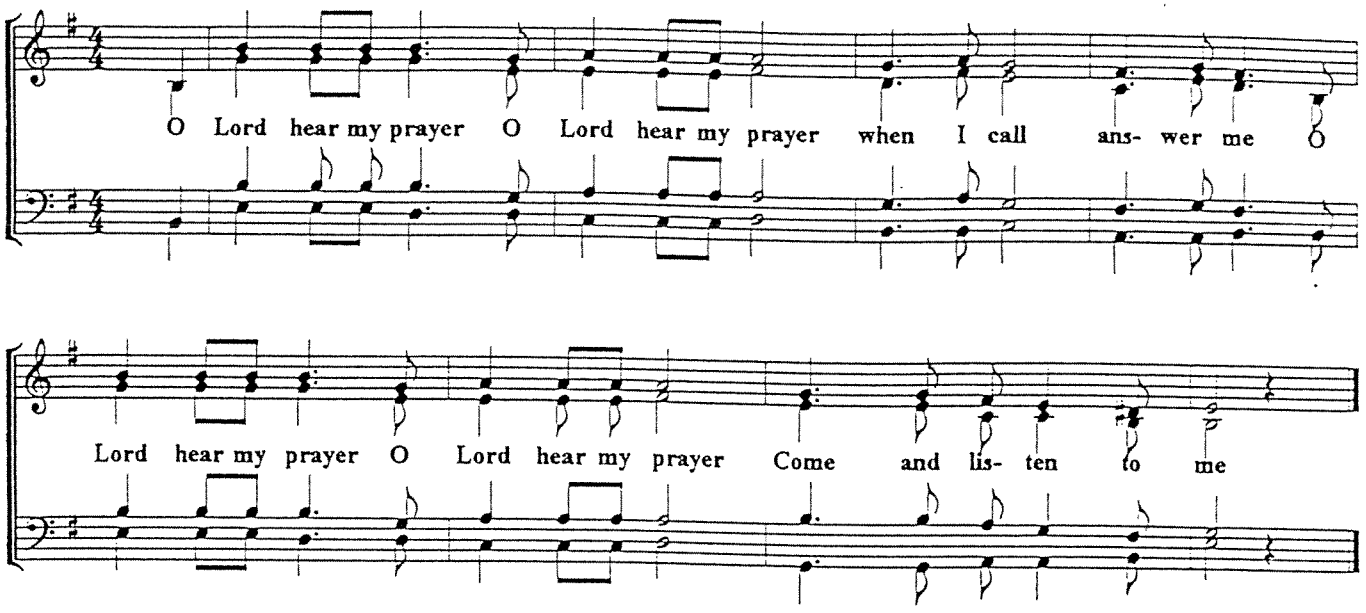
# AVE MARIA

*Czech Maria song, Prague 1980*
*brought to Sweden by Suzanna Tecera*
*arranged by cantor Lars Gunnar Martling, Umeå*



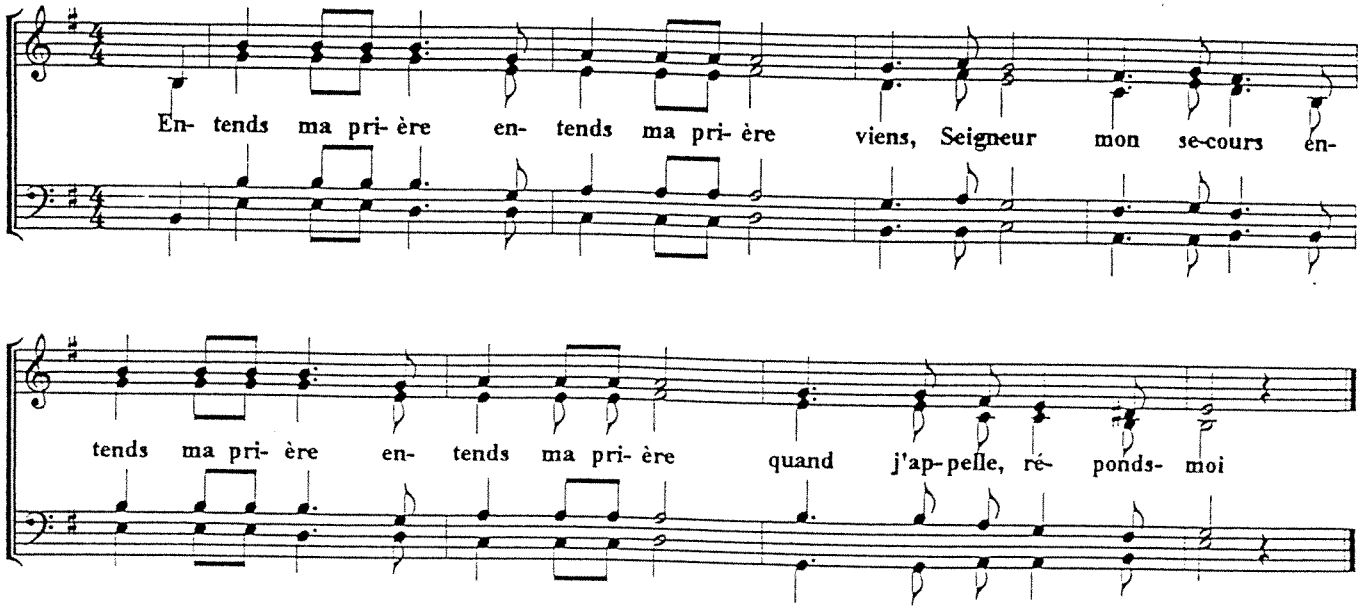
# *O Lord, hear my prayer*

*Song from Graz*



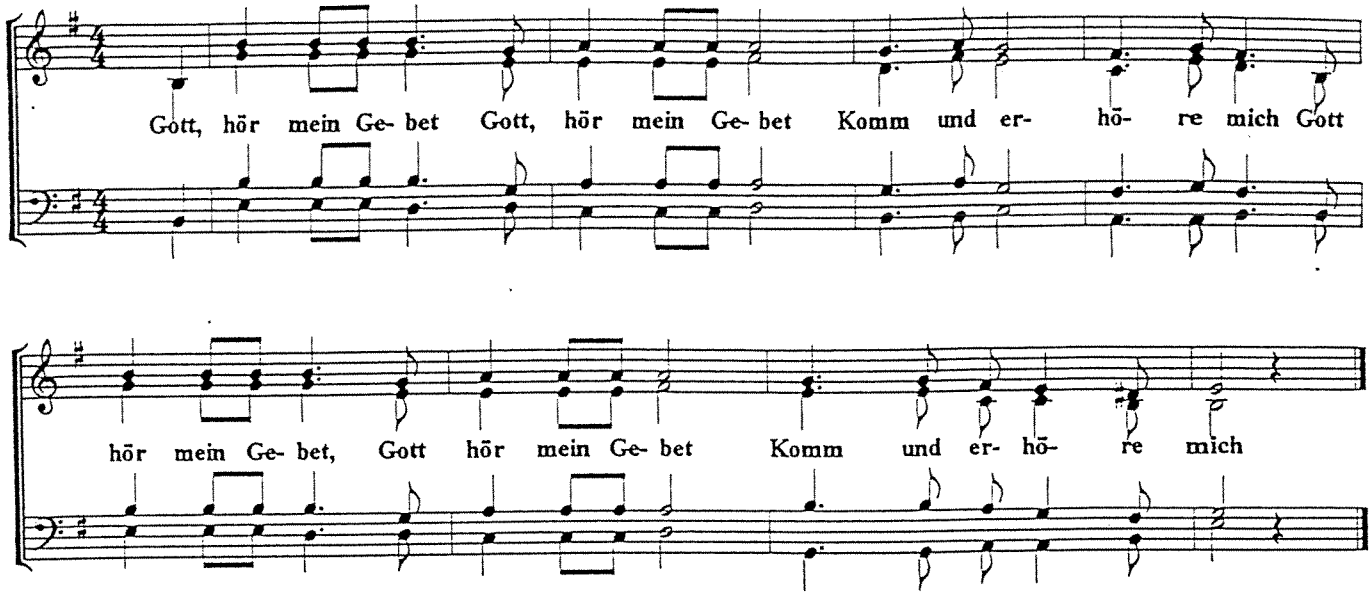

# *Seigneur, entends ma prière*

*chant de Graz*



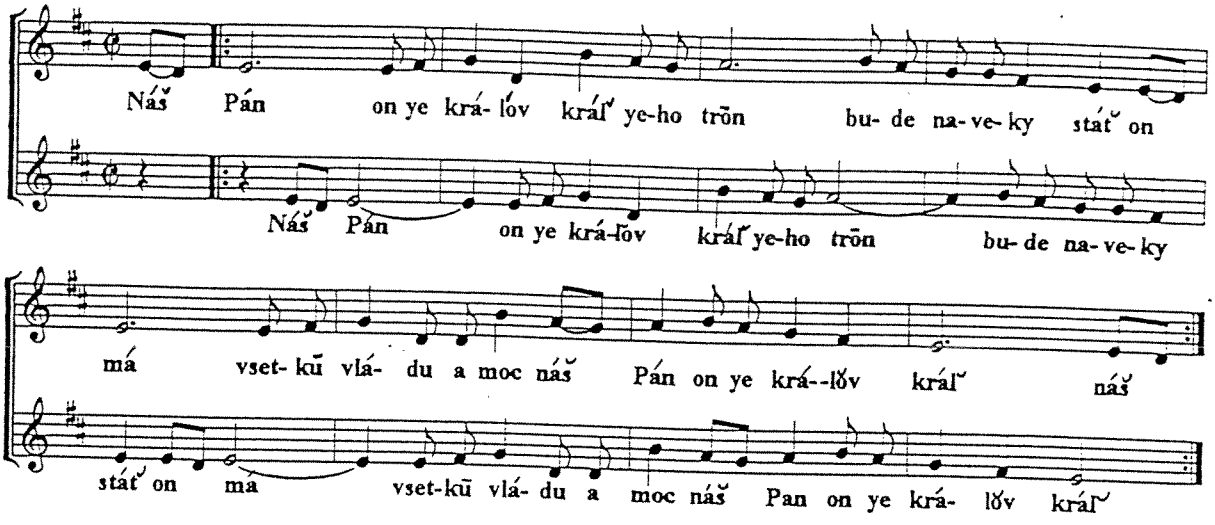
# *Gott, hör mein Gebet*

*Gesang von Graz*




français, anglais

*traditionell*
*slovaque*

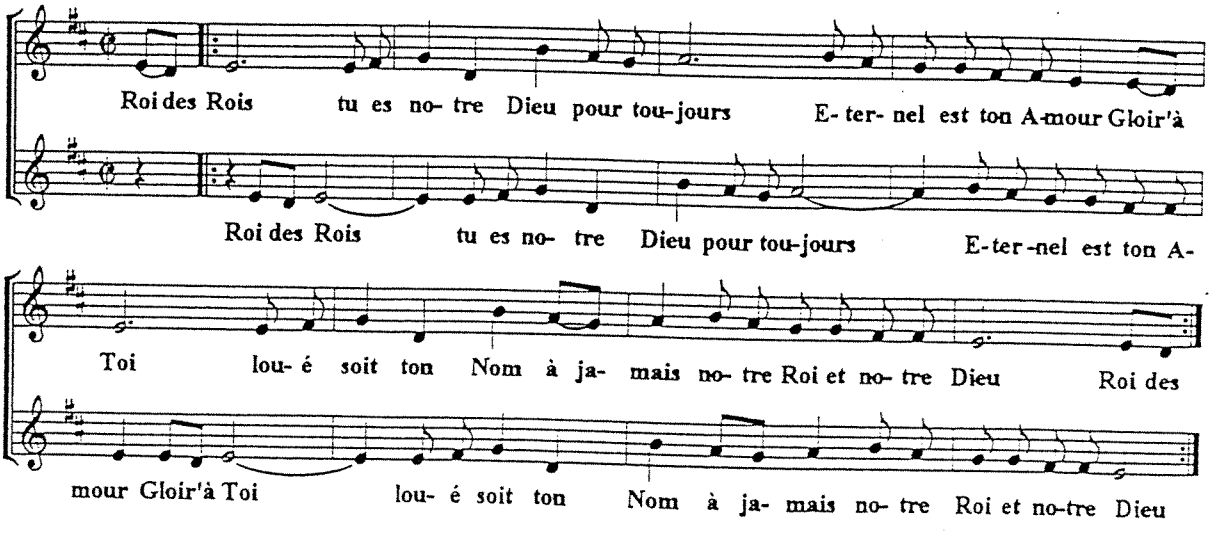


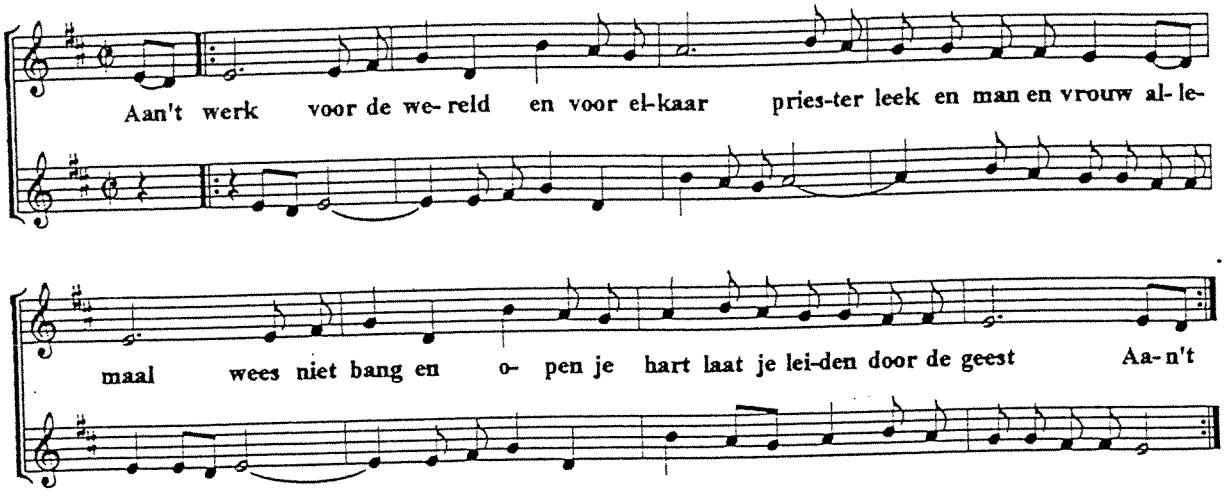

français

+ 2 couplets inspirés du Forum 98 à Bratislava
français et Néerlandais

# *Notre Roi*

*traditionel*
*slovaque*






2
Esprit Saint !
Dans le coeur de tous les humains
renouvelle l'eau vive
aujourd'hui
notre humanité assoiffée
cherche l'Unité

*atelier liturgie 98*
*avec*
*le Quatr'un*

## Origine, objectif et fonctionnement du Forum Européen

Le Forum européen veut créer des occasions de rencontres et d'échanges entre les comités nationaux des laïcs ou entre les organes de concertations européens, existant au sein de l'Eglise Catholique et dans lesquels la promotion du laïc et de sa corresponsabilité au sein de l'Eglise est placée à l'avant-plan. Dès le début, on a veillé à assurer la participation de tous les pays européens tant de l'Europe de l'Ouest que celle de l'Est, tant du Nord que du Sud.

Le Forum n'est pas par lui-même une organisation catholique internationale, reconnue comme telle par le Vatican. Le Conseil pour les Laïcs à Rome a cependant dès le début, suivi et encouragé cette initiative. A chaque rencontre du Comité de Liaison (7 membres qui préparent toutes les initiatives) et du Forum biennal, on notait la présence de représentants du Bureau du Conseil des Conférences Episcopales Européennes et des Conseils de Prêtres Européens.

Le Forum Européen des Laïcs veut être un lieu de rencontre libre pour tout contact commun et échange d'intentions et d'expériences, mais ne lie aucun membre ni aucun pays. Il ne peut pas prendre de décisions obligeant les comités nationaux à entreprendre des actions ou à prendre position. Le Forum est néanmoins unique en ce sens que nulle part ailleurs, les organes de concertation ou de coordination nationaux de laïcs au sein de l'Eglise, ne sont en mesure de se rencontrer.

**Thèmes ayant été traités depuis la fondation en 1970, dans diverses villes européennes**

1970 Innsbruck (Autriche)
L'espoir en tant que force des chrétiens, invitation à l'engagement et présence à la construction de la société.

1972 Luino (Italie)
Libération et évangélisation.

1974 Londres (Angleterre)
Les migrations de population en Europe et la question de la situation des laïcs depuis Vatican II.

1976 Louvain-la-Neuve (Belgique)
La responsabilité du Chrétien en Europe.

1978 Luxembourg
La responsabilité des chrétiens dans l'économie, la culture et la marginalisation dans un contexte européen.

1980 Madrid (Espagne)
Un nouveau style de vie envers les pays en voie de développement, le milieu du travail et la famille.

1982 Vught (Pays-Bas)
Le travail des laïcs dans les diverses Eglises locales et plus spécialement leur tâche dans une société sécularisée.

1984 Dublin (Irlande)
Les causes des conflits existant entre individus dans l'économie, la société et les idéologies.

1985 Zagreb (Croatie)
La vocation et la mission des laïcs dans l'Eglise et le monde - 20 ans après Vatican II.

1986 Paris (France)
L'Eglise comme lieu de dialogue dans toutes les significations.

1988 Freising (Allemagne)
Après le synode : réflexions et perspectives.

1990 Vienne (Autriche)
Vers une Europe digne, défi pour les Eglises.

1992 Anvers (Belgique)
Vivre dans une société multiculturelle.

1994 Ljubljana (Slovénie)
Vue chrétienne sur la solidarité,
défis du système socio-économique dans l' Europe de l'Est et de l'Ouest.

1996 Twickenham, Londres (Grande-Bretagne)
Les médias aujourd'hui : Un défi pour les chrétiens.

1998 Bratislava (Slovaquie)
Réconciliation : Tensions socio-économiques et la réponse de l'église.

Avec le support de EZA, la Commission Européenne et Renovabis